

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan Dossiers

N° 99a du 22.12.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Julien Teil : Le général Bouchard admet que les informateurs de l'OTAN en Libye étaient des journalistes.

Tony Cartalucci : Syrie: le génocide de l'OTAN approche.

Pepe Escobar : L'OTAN rêve d'une guerre civile en Syrie

Andreï Fediachine : L'avenir de la Libye sans Kadhafi.

1 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos.

1-1 Vidéo : Missiles : Rasmussen « très déçu » par la réaction de Moscou.

1-2 Vidéo : La guerre humanitaire

Video : <http://laguerrehumanitaire-lefilm.tumblr.com/reactionsfr>

1-3 Thierry Meyssan : Guerre médiatique : Mensonges et vérités sur la Syrie.

2 Sur le terrain

1- Libye:

Ban Ki-moon défend l'Otan face aux critiques des «Brics».

2 Brèves

1 Alger

La conférence internationale d'urgence contre les guerres d'occupation

2-1 Ingérence humanitaire : "prélude" au droit des grandes puissances d'intervenir militairement

2-2 Chine

Fatiha Dazi-Héni : Le « printemps arabe » vu par Pékin.

Guerres d'occupation : création d'un comité permanent de veille et d'alerte.

3 Russie.

Point de vue de la Russie.

Libye: Moscou veut une enquête sur les civils tués par l'OTAN

4 USA

Réaction de Diana Johnstone : Les interventions à but "humanitaire" peuvent précipiter le monde..

4 Dossier

4-1 Verbatim : Ban Ki-moon, l'otan et la Libye.

4-2 Allain Jules : Libye – Dans les méandres de l'après Kadhafi : la guerre secrète de l'OTAN.

4-3 René Backmann : La loi des milices règne sur la Libye.

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

5-1 Mohamed Bouhamidi : Conférence internationale d'urgence contre l'ingérence.

6 Opinion :

Fidel Castro

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN (en 3 parties)

Tiré à part

Julien Teil : Le général Bouchard admet que les informateurs de l'OTAN en Libye étaient des journalistes.

La Guerre Humanitaire de la NED et de la FIDH en Syrie

La National Endowment for Democracy, ou la NED, est une organisation qui se présente comme une ONG officiellement dédiée "à la croissance et au renforcement des institutions démocratiques dans le monde". Mais en réalité il s'agit d'un organisme financé à hauteur de 95% par le congrès des États-Unis. C'est sous l'administration Reagan que sa création fut officialisée en 1982.

<http://laguerrehumanitaire-lefilm.tumblr.com/>

La nature de la NED a conduit de nombreux intellectuels et chercheurs contemporains à la décrire comme une officine permettant aux services secrets américains de renverser les régimes qui ne conviennent pas au Département d'État.

Cette critique fut notamment étayée par les propos d'Olivier Guilmain, chercheur au CECE (Centre d'Etudes Comparatives des Elections), lors d'une session d'information au Sénat français portant sur l'encadrement financier du processus électoral. En effet, la NED finance des partis d'opposition dans de nombreux pays et prête une assistance particulière aux exilés et opposants des régimes visés par le département d'État US.

En Syrie, Le Damascus Center for Human Right Studies est l'organisation principale de la NED. Elle est également partenaire de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme). Cette dernière a reçu 140 000\$ U.S de la part de la NED suite à une réunion entre Carl Gershman et de prétendues organisations de droits de l'homme françaises. L'interlocuteur français de la NED fut François Zimeray, l'ex-Ambassadeur pour les droits de l'homme de l'ex-Ministre des Affaires Etrangères Bernard Kouchner. Lors de cette réunion qui s'est tenue en Décembre 2009, étaient présents : le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) ; la section africaine de l'AEDH (Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme) ; Reporters Sans Frontières ; SOS Racisme et la FIDH.

La Fédération Internationale des droits de l'Homme est donc un partenaire officiel de la NED comme le montre par ailleurs son soutien aux allégations de l'ex-secrétaire général de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme - elle aussi rattachée à la FIDH- à l'encontre du gouvernement de Mouammar Kadhafi. Cette dernière, également appuyée par l'ONG U.N Watch, est à l'origine des procédures diplomatiques à l'encontre de la Jamahiriya Arabe Libyenne.

En Syrie, le Dr Radwan Ziadeh est le directeur du Damascus Center for Human Rights Studies. Sa biographie, plus qu'impressionnante démontre son engagement en faveur de la politique étrangère des États-Unis au Moyen Orient. Il est en effet notamment membre de la Middle East Studies Association (MESA) et est le directeur du Syrian Center for Political and Strategic Studies à Washington. Il était également présent aux côtés d'Aly Abuzakouk - un des responsables de la NED en Libye - lors de la Table Ronde des Democracy Awards, la récompense remise aux "militants des droits de l'homme" par la NED.

Il existe par ailleurs de fortes similitudes entre le processus de la Guerre Humanitaire en Libye et celui qui est en cours d'élaboration à l'encontre de la Syrie. En effet, U.N Watch, organisation qui coordonne les pratiques de la NED et de la FIDH à Genève, a déjà lancé plusieurs pétitions à l'encontre du régime de Bachar Al-Assad. Pour ce faire les mêmes allégations de massacres que celles promues par l'ex-secrétaire de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme Sliman Bouchuiguir au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, sont d'ores et déjà mises en avant à l'encontre de la Syrie.

Il est donc urgent de dénoncer ces procédures, d'autant plus que l'histoire récente nous montre que ces allégations n'ont pas été vérifiées dans le cas libyen mais également qu'elles ne reposent sur aucune preuve solide contrairement à ce qu'avance la Cour Pénale Internationale.

Julien Teil

Le 04/11/2011

desinformationmensonge@gmail.com a écrit :

Le rapport de l'ONU sur la Syrie a été co-écrit par le directeur d'un think-tank privé américain

pDes mensonges éhontés proférés par des “activistes des droits de l'Homme” ont mené à une brutalité inouïe de la part de l'OTAN, ce qui a mis ultimement au pouvoir en Libye le représentant de BP, Shell et du Petroleum Institute sponsorisé par Total: Abdurahim El-Keib. Maintenant, ces mêmes intérêts finanço-industriels, au travers de leurs mêmes réseaux de propagande, de duplicité et de déception, sont en train de bâtir les fondations d'un même forfait en Syrie.

Il a été récemment révélé que le rapport du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en ce qui concerne “les crimes syriens contre l'humanité” a été en fait co-écrit par Karen Koning AbuZayd, une directrice du think-tank américain privé de Washington: Middle East Policy Council, qui inclut des gens d'Exxon, des agents de la CIA, des représentants du gouvernement, de l'armée américaine et même le président de la chambre de commerce américano-qatarie, qui inclut aussi parmi ses membres: Al Jazeera, Chevron, Exxon, le fabricant de munitions Raytheon (qui a fourni les munitions des salves d'ouverture de l'OTAN durant la guerre en Libye) et Boeing. Le conflit d'intérêts est tellement monumental qu'il n'est dépassé que par la frénésie d'acceptance des médias corporatistes de ce rapport et leur négligence complète de diffuser le fait de l'origine totalement compromise de ceux responsables de l'avoir écrit.

Le rapport de l'ONU lui-même (.pdf ici) ne contient pas de preuve vérifiable, mais plutôt des oui-dires rapportés de Genève par de soi-disant “victimes”, “témoins” et “déserteurs”, mis en avant par des “personnes et organisations intéressées”. En d'autres termes, c'était une invitation ouverte pour les ennemis de la Syrie de dépeindre quelque image du gouvernement en place qui leur semblait bonne. Alors que des critiques clament haut et fort que cela n'est dû qu'à une mauvaise coopération du gouvernement syrien avec l'ONU, il est plus que probable que l'ONU elle-même est complice dans la fourniture à Wall Street et la city de Londres de l'opportunité de conquêtes militaires, comme elle l'a déjà fait avec l'Irak, la Côte d'Ivoire et plus récemment la Libye.

Comment commencer la guerre

Ainsi, c'est à travers ce prisme déformant que les appels à l'intervention militaire sont faits. Après avoir nié pendant des mois que l'opposition était armée, le think-tank du CFR financé par Wall Street admet ouvertement que non seulement les “manifestants” sont armés, mais qu'il y a aussi une armée de résistance de 15000 hommes. Le CFR dit que cette “Armée Libre de Syrie” demande des armes et du soutien aérien. Il a déjà été révélé que des armes passent librement les frontières syriennes de la part de soutiens étrangers, de manière plus spécifique, de la Turquie, du Liban, d'Israël et maintenant aussi loin que de la Libye. Le rapport du CFR explore ensuite les options à la disposition de l'OTAN pour faciliter le “changement de régime”, incluant l'utilisation de “systèmes de surveillance aériens, de facilitateurs logistiques, de gardiens de la paix, de drones armés, d'avions de combat, de troupes au sol et “d'armes de contrebande”.

Bien sûr, le nombre de déserteurs syriens est tout aussi sans fondement que le rapport de l'ONU sur les droits de l'Homme. Mais quoi qu'il en soit, le narratif même d'une grande force armée militante opérant depuis l'intérieur de la Syrie, contredit le narratif occidental qui dit que l'armée syrienne massacre de pauvres civils sans défense. Avec une armée de “15000 déserteurs” essayant de se saisir de la nation de force avec l'aide financière, d'armes et de soutien diplomatique depuis l'étranger, on peut trouver très difficile à croire que le gouvernement syrien perdrait son temps à “massacrer des civils innocents”. Tout comme ce fut le cas en Libye ou dans quelque pays où l'occident a tenté des “révolutions” ou les a réussis, la violence générée par l'occident est toujours une partie prédéterminée de l'équation, totalement planifiée en avance avec la violence subséquente bien cachée derrière des histoires de brutalité à sens unique dont la cible est immanquablement le régime en place.

Comme il est dit dans la rapport de la fondation privée Brookings Institution “Quel chemin veers la Perse ?”, l’inclusion d’un soutien armé secret pour les protestations soutenues par les Etats-Unis n’est pas qu’une option, mais une nécessité quand on pratique ce genre d’opérations au sein de nations qui ont des forces de sécurité compétentes.

Utiliser la force militaire pour assister des révolutions populaires pages 109-110 (page 122-123 dans le document en .pdf):

“En conséquence, si les Etats-Unis doivent réussir à déclencher une révolte contre un régime religieux, Washington devra considérer s’il voudra le faire avec une forme de soutien militaire afin de prévenir Téhéran d’écraser le mouvement... Cette condition veut dire qu’une révolution populaire en Iran ne semble pas être dans le moule des “révolutions de velours” qui peuvent se produire ailleurs. Le fait est que le régime iranien n’est pas près de vouloir partir gentilletement et contrairement à bien des régimes de l’Europe de l’Est, il pourrait choisir de se battre à mort. Dans ces circonstances, s’il n’y a pas de soutien militaire extérieur aux révolutionnaires, ceux-ci ne failliront simplement pas, ils seront massacrés.

Ainsi, si les Etats-Unis veulent poursuivre cette politique, Washington devra prendre cette possibilité en considération. Ceci ajoute des requis très importants à la liste: soit la politique doit inclure des moyens d’affaiblir l’armée iranienne ou affaiblir la volonté des leaders du régime de faire appel à l’armée, ou alors les Etats-Unis devront être prêts à intervenir pour la battre.”

En plus de cette confession par la Brookings Institution, cette manière récurrente de fournir ou de couvrir l’existence d’éléments armés déployés durant les phases initiales d’une révolution colorée a aussi été documentée en Libye, en Syrie et à Bangkok en Thaïlande en 2010. De la même manière qu’en Libye où des légions de rebelles armés d’Al Qaïda, fraîchement revenus d’avoir tué des troupes américaines et britanniques en Irak et en Afghanistan, furent masquées avec des histoires à dormir debout de jeunes manifestants de rue étant taillés en pièces par la mitraille des troupes de Kadhafi, la Syrie a elle aussi été minée par la violence de militants depuis le début des troubles plus tôt cette année. Dans l’édition du mois d’Avril de “Globalist War Machine Fixates on Syria”, les premiers rapports concernant les maintenant omniprésents tireurs embusqués qui terrorisent la Syrie, firent leur apparition. Il fut noté la similarité étonnante entre ces attaques de tireurs embusqués et le même type d’attaques effectuées au Yémen et l’année précédente en Thaïlande, des pays victimes de manœuvres de déstabilisations fomentées par l’occident.

Ce sera au travers d’une perpétuelle campagne de mensonge effectuée par les régimes marionnettes variés de l’occident et leur média hautement compromis que cette guerre débutera. Le régime actuel syrien sera dépeint comme un oppresseur des droits de l’Homme alors que des armes et un soutien logistique seront donnés à l’armée de mercenaires qui n’en finit pas de grandir et qui commettra toujours plus de provocations. A terme, alors que les “manœuvres légales” sont effectuées, cette armée de mercenaires obtiendra le soutien aérien et naval de l’OTAN, des forces spéciales de l’OTAN et potentiellement de troupes au sol, qui impliqueront bien sûr la Turquie, un membre de l’OTAN depuis 1952 et déjà bien engagée dans les affaires d’ingérence contre la Syrie.

Comment arrêter la guerre

Alors que la puissance qui est derrière cette machine de guerre qui broie la planète semble être monolithique et instoppable, la véritable source de son pouvoir se reflète dans notre miroir tous les jours. Nous, par les choix que nous faisons du comment nous passons notre temps, nous dépensons notre argent, nous focalisons notre attention, nous alimentons quotidiennement sa consommation destructrice de notre monde. Bien que les manifestations, les élections, et l’activisme sont importants, ce qui est absolument essentiel est de couper la machine de sa source de carburant. Ce qui veut dire pour nous de boycotter les grosses industries, les institutions et les personnalités qui la constituent au point de famine et de soumission. Nous devons travailler sans relâche à l’identification de ces industries, institutions et personnalités et exposer leurs forfaits au grand jour à travers les média alternatifs, les réduire à la

banqueroute par le boycott et les remplacer totalement par des solutions locales dérivées à la fois de la tradition et de l'innovation technologique.

La plus grande des générations a dit "plus jamais" à la montée du fascisme dans les années 1930 et 1940 et pourtant, une fois de plus, nous sommes en train de contempler la montée de Wall Street et de la city de Londres vers des sommets écœurants de pouvoir et de bellicisme injustifiés. Faisons en sorte que cette génération disent "pas en notre nom" et réduise la bête à la soumission par la famine économique, de la même manière qu'elle l'a faite à tant de nations souveraines.

Article original en anglais : <http://landdestroyer.blogspot.com/2011/11/syria-nato-genocide-approaches.html>

Traduction : Résistance 71

Publié par NASR à l'adresse 21:00

Pepe Escobar : L'OTAN rêve d'une guerre civile en Syrie

Chaque grain de sable du désert syrien sait désormais qu'on n'invoquera pas la « responsabilité de protéger » pour aller à une intervention, « humanitaire », de l'OTAN afin de provoquer un changement de régime à Damas. Une guerre prolongée comme en Libye n'est pas possible - bien que ces adeptes irréprochables de la démocratie, la Maison des Saoud, aient offert de payer pour cela, et sans compter.

N'empêche que le brouillard d'une guerre proche reste impénétrable. Qu'en est-il de l'OTAN réellement en Syrie ?

Il est déjà établi (voir Guerre de l'ombre en Syrie - 2 décembre 2011) que l'OTAN a mis en place un centre de commandement et de contrôle dans la province du Hatay, dans le sud de la Turquie, où des commandos britanniques et des gens des renseignements français entraînent la douteuse Armée syrienne libre (ASL). Objectif : fomenter une guerre civile engloutissant le nord de la Syrie.

Aujourd'hui il est confirmé, via le site de Sibel Edmonds, cette ancienne dénonciatrice du FBI américain, qu'un mouvement en tenailles pourrait s'opérer, en impliquant la Jordanie (1).

Edmonds cite des sources locales selon lesquelles des « centaines de soldats de langue non arabe » font « la navette... entre la base aérienne du Roi Hussein à al-Mafraq » et les « villages jordaniens attenants à la frontière syrienne ».

Edmonds soutient que rien de tout cela n'est rapporté dans la presse américaine à cause d'un ordre de se taire qui, en théorie, expire ce mardi. Et n'essayez pas d'interroger le roi Abdullah de Jordanie à ce sujet.

La base d'al-Mafraq se trouve pratiquement aux limites de Dar'a (ville du sud-ouest de la Syrie proche des frontières avec la Jordanie, le Liban et Israël). Beaucoup d'actions sont en cours à Dar'a actuellement - un épicode du mouvement anti-Président Bashar al-Assad. Selon l'agence d'informations syrienne, Sana, des forces de sécurité s'y font tuer régulièrement par des « bandes de terroristes ». Pour les « rebelles », ce sont des transfuges militaires patriotiques qui attaquent les voies d'approvisionnement militaires.

Passons au Plan B

En adoptant ce mouvement en tenailles, l'OTAN en Syrie diversifie désormais activement dans une stratégie des années quatre-vingt-dix en Iraq : soumettre la Syrie à un état de siège prolongé avant finalement d'y aller pour tuer.

Mais, bien que l'OTAN soit prête à invoquer Allah pour qu'il en soit autrement, la Syrie n'est pas la Libye. Elle est beaucoup plus petite et compacte, mais plus peuplée et avec une véritable armée aguerrie. En plus d'être immensément éloignés les uns des autres par l'euro-drame actuel, les Britanniques et la France, ancienne puissance coloniale, ont calculé qu'ils avaient tout à perdre économiquement à se lancer dans la folie d'une guerre conventionnelle.

Quant aux opposants inconditionnels syriens - le Conseil national syrien (CNS) -, c'est une plaisanterie. La plupart sont des Frères musulmans, avec un saupoudrage de Kurdes. Leur dirigeant, Burhan Ghalioun, est un opportuniste en exil à Paris, avec un zéro en crédibilité (pour le Syrien moyen) même si dans une récente interview dans le Wall Street Journal, il a multiplié les incantations pour apaiser le lobby pro-israélien (pas d'autres liens avec l'Iran, pas de soutien au Hezbollah au Liban ni au Hamas à Gaza).

L'ASL revendique 15 000 transfuges de l'armée. Mais elle est contaminée par des mercenaires et un grand nombre de civils syriens marqués comme bandes armées. Le CNS, en théorie, est contre la guérilla. Mais c'est exactement ce que pratique activement l'ASL en attaquant les soldats syriens et les bureaux du parti Baas.

La tactique première du CNS pour l'instant est de vendre à l'opinion occidentale l'idée de la « possibilité » d'un cauchemar du style libyen avec un massacre imminent à Homs. Il n'y en guère à y croire - à part les médias privés habituels, véhéments, douteux. Bien que tous deux soient basés à Istanbul, le Conseil national syrien et l'Armée syrienne libre ne semblent pas parvenir à des actions communes ; ils ressemblent à une version mortelle du film *The Three Stooges* (Les Trois Larbins).

Puis, il y a la Ligue arabe, désormais contrôlée par les Huit Larbins ; les six monarchies du CCG (Conseil de coopération du Golfe, autrement dit le Club de la Contre-révolution du Golfe), plus les « invités » au CCG, le Maroc et la Jordanie. Ces larbins sont les sous-traitants du Grand Moyen-Orient pour l'OTAN avec des stéroïdes (humanitaires). Personne, pour autant, se demande où se trouvaient ces larbins quand Beyrouth et le sud du Liban étaient démolis en 2006, et quand Gaza était démolie à son tour en 2008, dans les deux cas, par Israël. Les larbins n'osent pas remettre en cause les droits divins de l'axe USA/Israël.

Les tactiques de l'OTAN sont claires comme de l'eau de roche depuis un bon moment déjà. La France, sous le libérateur néo-napoléonien de la Libye, le Président Nicolas Sarkozy, se concentre sur une escalade au turbo-compresseur. En même temps, Paris tente de positionner l'escalade et la percée des Frères musulmans dans tout le monde arabe comme répondant à un intérêt stratégique occidental - comme si elles limitaient l'influence iranienne.

Puis, il y a encore le blocus économique dans la durée - impossible sans la coopération de l'Irak (ce qui n'arrivera pas), du Liban (ce qui n'arrivera pas) et de la Jordanie (ce qui pourrait arriver, mais au détriment de la Jordanie).

Mais ce qui fait saliver l'OTAN c'est vraiment de pousser la Turquie à faire le sale boulot.

Irrémédiablement déchirés comme ils le sont, les pays de l'OTAN - dont les États-Unis - ne peuvent tout simplement pas lancer une nouvelle guerre au Moyen-Orient qui ferait exploser le prix du pétrole. Ce que l'OTAN ne peut mesurer, c'est la possibilité d'une guerre sectaire sunnite-chiite ré-éclatant en Iraq. Dans ce cas, le seul refuge serait le Kurdistan iraquien. Et cela permettrait de renforcer l'unité des Kurdes - d'Iraq à la Syrie, de la Turquie à l'Iran. La Turquie dans cette affaire aurait d'autres chats à fouetter que de se trouver mêlée dans une guerre en Syrie.

Le double jeu de la Turquie

Le "libérateur" néo-napoléonien de la Libye.

Et pourtant, le grand impondérable dans cet échiquier complexe, c'est la Turquie - comme dans ce qui s'est passé précisément avec sa politique étrangère tant louée du « zéro problème avec nos voisins », élaborée par le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu.

Face à l'impuissance de Ryad, et au désarroi du Caire, Ankara semble avoir accaparé le pouvoir de la direction sunnite - ou le rôle de gardien de l'orthodoxie sunnite face aux hérétiques chiites, la plupart venant d'Iran (mais aussi ceux d'Iraq, les alaouites de Syrie et le Hezbollah).

Dans le même temps, pour plaire à l'OTAN et aux USA, Ankara a permis le déploiement d'une défense antimissile sur son territoire - dirigée pas seulement contre l'Iran mais surtout contre la Russie. Sans parler qu'Ankara nourrit le désir secret - et interdit - de « régler » pour de bon le problème kurde en instaurant une zone autonome sur le territoire syrien.

Et Ankara veut aussi faire de l'argent ; les gagnants en Libye sont les intérêts pétroliers britanniques et français, tandis que les perdants en sont les Italiens et les Turcs. Mais jusqu'ici, la Turquie est aussi perdante, surtout dans la province du Hatay près de la frontière syrienne, avec l'annulation d'un accord de libre-échange entre les deux pays.

Au désespoir de l'Occident, le régime Assad est loin d'être étranglé. Pour contrer cet imposant paquet de sanctions de la Ligue arabe et de la Turquie, le régime a accéléré son commerce avec la Chine - par du troc et en contournant le système financier international.

Pas étonnant que Washington ait choisi l'approche à long terme. Il a renvoyé à Damas son ambassadeur Robert Ford - l'ancien assistant du sinistre déstabilisateur du Nicaragua, John Negroponte, alors qu'il était ambassadeur à Bagdad, et actuel passionné de la contre-révolution de la Maison des Saoud.

Ford va avoir beaucoup de temps pour échanger des courriels avec l'opposition syrienne en totale connivence avec l'ancienne puissance coloniale française. A propos de festival de larbins ; c'en est un celui-là qui va bondir pour tailler sa propre niche dans les annales de l'infamie au Moyen-Orient.

Note :

- 1) - voir l'article : Foreign Troops Begin to Spread Near the Villages of Al-Mafraq –
- 2) écouter (en anglais) l'entretien avec le journaliste syrien Nizar Nayouf.

samedi 17 décembre 2011 - 06h:50

Pepe Escobar est l'auteur de *Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War* (Nimble Books, 2007) et *Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge*. Son dernier livre vient de sortir ; il a pour titre : *Obama does Globalistan* (Nimble Books, 2009).

Pepe Escobar**

samedi 17 décembre 2011

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=11551

Andreï Fediachine : L'avenir de la Libye sans Kadhafi.

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction

Kadhafi avait promis de mourir pour la Libye et son pétrole. Il semblerait que cela se soit produit le 20 octobre, soit six mois après le début le 19 mars de la "pacification humanitaire" de la Libye, c'est-à-dire l'opération de l'OTAN dont l'objectif était de créer une zone d'exclusion aérienne dans le pays.

Les informations sur les derniers instants de la vie de Mouammar Kadhafi sont complètement contradictoires. Mais à en croire les représentants du Conseil national de transition libyen, le colonel est mort des suites de ses blessures près de Syrte (sa ville natale), d'où il tentait de fuir après la prise de la ville par les rebelles.

Il est à noter que l'ancien dirigeant de la Libye et dictateur n'est pas du tout mort dans un combat contre les rebelles, mais suite à une "frappe chirurgicale" de l'aviation de l'OTAN.

Il s'avère que l'Alliance a mis un point là où elle n'avait pas le droit de le faire: personne n'avait autorisé l'OTAN à pourchasser Kadhafi et à bombarder les environs de la ville de Syrte assiégée par les rebelles de tous les côtés.

Les problèmes de la Libye ne font que commencer

Si toutes les guerres civiles ou les malheurs d'un pays se terminaient avec l'élimination de son tyran et dictateur, la Libye pourrait déjà être considérée comme totalement libre. D'ailleurs, selon les normes africaines, la guerre a été très courte. Les premières manifestations ouvertes contre Kadhafi ont commencé le 15 février 2011. Depuis son arrivée au pouvoir, le 1er septembre 1969, Kadhafi a tenu 42 ans, 1 mois et 20 jours.

Il est incroyable de voir comment le pouvoir absolu change un homme. Entre le capitaine Mouammar Kadhafi, organisateur du coup d'Etat de 1969, et le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi au moment de la révolte en février 2011, la différence est telle qu'on croirait difficilement qu'il s'agit de la même personne. Kadhafi version 2011 avait sa place dans un cirque: un dictateur presque vaudevillesque dans un uniforme d'opérette couvert d'or et de paillettes. C'est ce à quoi Michael Jackson aurait pu ressembler s'il avait vécu jusqu'à 69 ans.

Comme beaucoup de tyrans qui ont commencé comme Robin des Bois et/ou comme des libérateurs, Kadhafi a connu tous les stades de la métamorphose, du chef de la révolution courageux et adoré, au pitre dégénéré, narcissique et cruel.

Si la fin de la révolution marquait la fin de tous les problèmes d'un pays, la Libye pourrait déjà être considérée comme ayant plongé dans le bonheur. Malheureusement, les problèmes ne font que commencer.

L'élimination de Kadhafi ne marque pas le début de la démocratie

Et il ne s'agit pas personnellement de Kadhafi. Depuis longtemps plus personne n'éprouvait de sympathie pour lui. Mais ce qui s'est produit, ce qui se produit et se produira en Libye pourrait considérablement changer la situation en Afrique du Nord et dans toute la région arabe et proche-orientale. Pas demain ou dans une semaine. Dans un avenir cependant relativement proche.

L'exportation de la démocratie par le biais de l'OTAN n'est pas vraiment ce que les arabes attendaient. Ou ce à quoi ils étaient prêts. Sur un plan géopolitique l'intervention de l'OTAN a changé beaucoup de choses. Et plutôt en mal.

Beaucoup de choses ont été dites sur la résolution 1973 tristement célèbre du Conseil de sécurité des Nations Unies. La Russie a cédé aux instances des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France de la respecter, alors qu'il était clair depuis le début que ce document allait être interprété de manière très large.

Ce n'est pas une grande perfidie en soi. Les résolutions de l'ONU sont toujours élaborées de manière si habile qu'il est possible de les détourner. Les avocats rusés peuvent les étirer dans n'importe quel sens, et de manière si large que l'élément clé devient imperceptible. La résolution 1973 en est un parfait exemple. Et une bonne leçon.

Le veto de la Chine et de la Russie contre une résolution similaire sur la Syrie (cette fois sans l'exclusion aérienne) est la première réponse à de tels mensonges. Les différends au sein du Conseil de sécurité n'apporteront rien de bon. Mais l'OTAN et l'Occident ne peuvent que s'en prendre à eux-mêmes.

Le scénario afghan se répète

Mais ce n'est pas le pire. Il n'existe aucun pouvoir ou parti uni qui pourrait pendre le pouvoir en Libye. Ce n'est pas quelque chose d'incroyable pour les pays qui viennent de vivre une période aussi turbulente de leur histoire.

Le danger se cache ailleurs. C'est le paradoxe de la guerre libyenne auquel peu de gens accordent de l'attention.

Depuis que l'Occident a de nouveau changé d'attitude envers Kadhafi, qui depuis 2003 s'était transformé en allié, ni les Etats-Unis, ni le Royaume-Uni, ni l'Italie, ni la France (dans une moindre mesure) n'avaient jamais eu de meilleur allié pour lutter contre Oussama Ben Laden et Al-Qaïda que les services de renseignement libyens. Tout le travail de renseignement et la majeure partie des informations passaient par la Libye ou venait de Tripoli.

Il s'avère que l'OTAN a bombardé son principal partenaire dans une guerre invisible contre le mal absolu de notre époque – le terrorisme international.

Seule une minorité perçoit également une autre particularité de la guerre civile en Libye. Ou plutôt de la guerre des troupes rebelles rafistolées soutenus par les forces de l'OTAN contre l'armée de Kadhafi. En fait, la majeure partie des forces rebelles, environ 80%, sans parler de leur noyau, ce sont des islamistes radicaux, des Frères musulmans.

Le commandant militaire de Tripoli Abdelhakim Belhaj en est un parfait exemple. Il jouit d'une grande notoriété, il prétend aux postes clés dans le gouvernement et ne cache pas son aversion pour le CNT actuel. Qui plus est, pour les patrons de l'OTAN.

Abdelhakim Belhaj est le numéro un du Groupe islamique combattant libyen (GICL), classé comme organisation terroriste par Washington. Il a été à une époque retrouvé en Malaisie par le MI6 britannique, remis à la CIA puis... au colonel Kadhafi. Il a passé 7 ans en prison, où il était torturé en permanence. Il a été également interrogé par les officiers de la CIA et du MI5, et rien n'a été fait pour le libérer.

De la même manière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne "étaient aux petits soins" pour les talibans au début de leur existence au Pakistan. On connaît le résultat. Hélas, il y a beaucoup de similitudes avec la Libye.

Les révolutions sont des substances dangereuses et elles doivent être stoppées. C'est indiscutable. Au Moyen-Orient, elles sont d'autant plus dangereuses: le pétrole, le gaz, le canal de Suez, le conflit israélo-palestinien, la guerre en Irak et en Afghanistan... La révolution libyenne sera peut-être le dernier changement par la force d'un mauvais régime. Mais le problème est de savoir quel régime le remplacera.

La démocratie et la stabilité ont été aux pôles opposés dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. Et encore si on permettait à la démocratie de poindre à l'horizon – c'est une chose rare pour les pays du Maghreb, à l'exception de l'Algérie démocratique.

Quant au pétrole, c'est un thème à part de la discussion sur l'avenir de la Libye...

Andreï Fediachine

Vendredi 21 octobre 2011

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction

RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/...>



1 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 Vidéo : Missiles : Rasmussen « très déçu » par la réaction de Moscou.

Manlio Dinucci - Tommaso Di Francesco

Samedi 26 novembre 2011

<http://www.voltairenet.org/Missiles-Rasmussen-tres-decu-par>

1-2 Vidéo : La guerre humanitaire

Video : <http://laguerrehumanitaire-lefilm.tumblr.com/reactionsfr>

1-3 Thierry Meyssan : Guerre médiatique : Mensonges et vérités sur la Syrie.

En 1999, lors de la guerre du Kosovo, le Réseau Voltaire s'indigna de ce que la France puisse entrer dans le conflit aux côtés de l'OTAN sans vote de l'Assemblée nationale avec la complicité passive des présidents de groupes parlementaires. Nous considérâmes que le refus du président de la République et du Premier ministre d'organiser un authentique débat augurait de l'opacité avec laquelle cette guerre serait conduite. Aussi, nous prîmes l'initiative de publier un bulletin quotidien sur le conflit. Les sites internet du gouvernement serbe ayant été immédiatement détruits par l'Alliance atlantique, nous ne pouvions avoir accès à la version serbe des événements. À défaut, nous avons souscrit des abonnements aux agences de presse de la région (croate, bosniaque, grecque, chypriote, turc, hongroise etc.). Tout au long du conflit, nous avons présenté chaque jour un résumé de la conférence de presse de l'OTAN à Bruxelles et un résumé du témoignage des journalistes des pays riverains ; des pays ayant parfois de lourds contentieux avec la Serbie, mais dont les gouvernements partageaient entre eux une même narration des événements. Au fur et à mesure du temps qui passait, la version de l'OTAN et celle des journalistes locaux s'écartèrent jusqu'à ne plus avoir aucun point commun. À la fin, il s'agissait de deux histoires radicalement différentes. Nous n'avions aucun moyen de savoir qui mentait et si l'une des deux sources disait vrai. Nos lecteurs avaient l'impression de devenir schizophrènes, d'autant que les médias ouest-européens ne relayaient que la version de l'OTAN et que, par conséquent, nos lecteurs n'étaient confrontés aux deux versions parallèles qu'en nous lisant. Nous avons continué cet exercice de style durant les trois mois de combats. Lorsque les armes se sont tues et que des confrères et des amis ont pu se rendre sur place, ils ont constaté avec stupeur qu'il n'y avait pas eu « de la propagande des deux côtés ». Non : la version de l'OTAN était entièrement fautive, tandis que celle des journalistes locaux était entièrement vraie. Dans les mois qui suivirent, des rapports parlementaires dans plusieurs États membres de l'Alliance établirent les faits. Plusieurs ouvrages parurent sur la méthode mise au point par le conseiller en communication de Tony Blair qui permit à l'OTAN de manipuler la totalité de la presse occidentale : le « story telling ». Il est possible d'intoxiquer la totalité des journalistes occidentaux et de

leur masquer les faits, si on leur raconte un conte pour enfants, à la condition de ne jamais interrompre la narration, de la charger de références réveillant de lointaines émotions, et de lui conserver sa cohérence.

Je n'avais pas eu le réflexe de courir en Serbie avant la guerre et je n'ai pas pu le faire lorsque les armes parlèrent. Par contre, ami lecteur, je suis aujourd'hui en Syrie où j'ai pris le temps d'enquêter et où j'écris cet article. C'est en pleine connaissance de cause que je peux affirmer que la propagande de l'OTAN est aujourd'hui en action à propos de la Syrie comme elle le fut à propos de la Serbie.

L'Alliance a commencé à raconter une histoire déconnectée de la réalité, dont le but est de justifier une « intervention militaire humanitaire », selon l'oxymore blairien. Le parallèle s'arrête là : Slobodan Milosevic était un criminel de guerre que l'on cherchait à présenter comme un criminel contre l'humanité pour pouvoir dépecer son pays ; Bachar el-Assad est un résistant à l'impérialisme et au sionisme qui a soutenu le Hezbollah lorsque le Liban était attaqué et soutient le Hamas et le Jihad islamique dans leur quête pour la libération de la patrie palestinienne.

Quatre mensonges de l'OTAN

1. Selon l'OTAN et ses alliés du Golfe, des manifestations de masse auraient lieu depuis huit mois en Syrie pour réclamer plus de libertés et le départ du président Bachar el-Assad.

C'est faux. Il y a bien eu, dans quelques villes des manifestations contre le président Bachar el-Assad à l'appel de prédicateurs saoudiens et égyptiens s'exprimant sur Al-Jazeera, mais elles n'ont rassemblé au total, au grand maximum, que 100 000 personnes. Elles ne réclamaient pas plus de libertés, mais l'instauration d'un régime islamique. Elles exigeaient le départ du président el-Assad, non pas à cause de sa politique, mais parce que ces manifestants se réclament d'un courant sectaire du sunnisme, le takfirisme, et accusent Bachar el-Assad d'être un hérétique (il est alaouite) usurpant le pouvoir dans un pays musulman qui, selon eux, ne peut être gouverné légitimement que par un sunnite de leur école théologique.

2. Selon l'OTAN et ses alliés du Golfe, le « régime » aurait répondu en dispersant les foules par des tirs à balles réelles, faisant au moins 3 500 morts depuis le début de l'année.

C'est faux. D'abord, il ne peut pas y avoir de répression de manifestations qui n'ont pas existé. Ensuite, dès le début des événements, les autorités ont compris que l'on cherchait à provoquer des affrontements confessionnels dans un pays où la laïcité est la colonne vertébrale de l'État depuis le VIII^e siècle. Le président Bachar el-Assad a donc interdit aux forces de sécurité, polices et armée, de faire usage d'armes à feu dans toute circonstance où des civils pourraient être blessés. Il s'agit d'empêcher que des blessés, voire des morts, de telle ou telle confession, soient instrumentés pour justifier une guerre de religion. Cette interdiction est respectée par les forces de sécurité au péril de leur vie, comme nous le verrons plus loin. Quant aux morts, ils sont moitié moins nombreux. La plupart ne sont pas des civils, mais des soldats et des policiers, ainsi que j'ai pu le constater en visitant des hôpitaux et morgues civils et militaires.

3. Après que nous ayons réussi à briser le mur du silence et à obtenir que de grands médias occidentaux rapportent la présence en Syrie d'escadrons de la mort venus de l'étranger, tendant des embuscades contre l'armée, et assassinant des civils au cœur des villes, l'OTAN et ses alliés du Golfe ont communiqué sur la présence d'une armée de déserteurs. Selon eux, des militaires (mais pas de policiers) qui auraient reçu l'ordre de tirer sur la foule se seraient rebellés. Ils auraient pris le maquis et constitué l'Armée syrienne libre, déjà forte de 1 500 hommes.

C'est faux. Les déserteurs ne sont que quelques dizaines, ayant fui en Turquie où ils sont encadrés par un officier du clan Rifaat el-Assad/Abdel Hakim Khaddam publiquement lié à la CIA. Il y a par contre de plus en plus d'insoumis, de jeunes gens qui refusent de faire leur service militaire, souvent plus sous la pression de leur famille que par décision personnelle. En effet, les militaires qui se trouvent pris dans une embuscade n'ont pas le droit de faire usage de leurs armes à feu pour se défendre si des civils se trouvent sur les lieux. Ils doivent donc faire le sacrifice de leur vie s'ils ne parviennent pas à fuir.

4. Selon l'OTAN et ses alliés du Golfe, le cycle révolution/répression aurait laissé la place à un début de « guerre civile ». 1,5 million de Syriens, pris au piège, souffriraient de la faim. Il conviendrait donc d'organiser des « couloirs humanitaires » pour acheminer une aide alimentaire et permettre aux civils qui le souhaitent de fuir les zones de combat.

C'est faux. Au regard du nombre et de la cruauté des attaques par les escadrons de la mort venus de l'étranger, les déplacements de population sont peu nombreux. La Syrie est autosuffisante en matière agricole et la production n'a pas baissé de manière significative. Par contre, la plupart des embuscades ayant lieu sur les grands axes routiers, ceux-ci sont fréquemment interrompus. En outre, lorsque des attaques ont lieu au centre des villes, les commerçants ferment immédiatement leurs boutiques. Il en résulte de graves problèmes de distribution, y compris en matière d'alimentation. Le fond du problème est ailleurs : les sanctions économiques ont provoqué un désastre. Alors que la Syrie avait au cours de la décennie une croissance de l'ordre de 5 % par an, elle ne peut plus vendre ses hydrocarbures en Europe occidentale tandis que son industrie touristique est sinistrée. Beaucoup de gens ont perdu leur emploi et leurs revenus. Ils font des économies sur tout. Le gouvernement les prend en charge et procède à des distributions gratuites de mazout (pour le chauffage) et de nourriture. Dans ces conditions, il conviendrait plutôt de dire que si le gouvernement el-Assad n'intervenait pas, 1,5 million de Syriens souffriraient de malnutrition du fait des sanctions occidentales.

En définitive, alors que nous n'en sommes au stade que de la guerre non conventionnelle, avec l'envoi de mercenaires et de forces spéciales pour déstabiliser le pays, la narration par l'OTAN et ses alliés du Golfe s'est déjà considérablement éloignée de la réalité. Ce fossé va se creuser de plus en plus.

Pour ce qui vous concerne, ami lecteur, vous n'avez aucune raison de me croire plus que l'OTAN, n'étant pas vous-même sur place. Vous avez cependant plusieurs éléments qui devraient vous mettre la puce à l'oreille

Quatre évidences soigneusement cachées par l'OTAN

1. On pourrait croire que les imputations sur la prétendue répression et sur le nombre de victimes ont été soigneusement vérifiées. Pas du tout. Elles ne proviennent que d'une seule et même source : l'Observatoire syrien des Droits de l'homme, basé à Londres, dont les responsables requièrent l'anonymat. Que valent des accusations de cette gravité si elles ne sont pas recoupées et pourquoi des

institutions comme le Haut-Commissariat des Droits de l'homme de l'ONU les reprennent-elles sans les vérifier ?

2. La Russie et la Chine ont opposé leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité ouvrant la voie à une intervention militaire internationale. Les responsables politiques de l'OTAN nous expliquent, désolés, que les Russes protègent leur base navale militaire de Tartous et que les Chinois feraient n'importe quoi pour racler quelques barils de pétrole. Devons-nous accepter l'idée manichéenne que Washington, Londres et Paris sont guidés par de bons sentiments tandis que Moscou et Pékin seraient essentiellement égoïstes et insensibles au martyr d'un peuple ? Comment ne pas remarquer que la Russie et la Chine ont bien moins d'intérêt à défendre la Syrie que les Occidentaux n'en ont à la détruire ?

3. Il y a une certaine étrangeté à observer la coalition des États soi-disant bien intentionnés. Comment ne pas remarquer que les deux principaux contributeurs de la Ligue arabe et promoteurs de la « démocratisation » de la Syrie, l'Arabie saoudite et le Qatar, sont des dictatures vassales des États-Unis et du Royaume-Uni ? Comment ne pas se demander si les Occidentaux —qui viennent de détruire successivement l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, tuant plus de 1,2 million de personnes en dix ans et montrant le peu de cas qu'ils font de la vie humaine— sont bien crédibles en brandissant l'étendard humanitaire ?

4. Surtout, pour ne pas se laisser manipuler à propos des événements en Syrie, il convient de les replacer dans leur contexte. Pour l'OTAN et ses alliés du Golfe —dont les armées ont envahi le Yémen et le Bahreïn pour y écraser les manifestations dans le sang—, la « révolution syrienne » est le prolongement du « printemps arabe » : les peuples de la région aspirent à la démocratie de marché et au confort de l'American Way of Life. Au contraire, pour les Russes et les Chinois, comme pour les Vénézuéliens ou les Sud-Africains, les événements de Syrie sont la continuation du « remodelage du Moyen-Orient élargi » annoncé par Washington qui a déjà fait 1,2 million de morts et que toute personne soucieuse de la vie humaine se doit d'arrêter. Ils se souviennent que le 15 septembre 2001, le président George W. Bush programma sept guerres. La préparation de l'attaque de la Syrie débuta officiellement le 12 décembre 2003 avec le vote du Syrian Accountability Act dans la foulée de la chute de Bagdad. Depuis ce jour, le président des États-Unis —aujourd'hui Barack Obama— a pour ordre du Congrès d'attaquer la Syrie et est dispensé de venir devant les assemblées pour ouvrir le feu. Dès lors, la question n'est pas de savoir si l'OTAN a trouvé une divine justification pour entrer en guerre, mais si la Syrie trouvera un moyen de se sortir de cette situation comme elle est parvenue à échapper à toutes les accusations diffamatoires et à tous les pièges précédents, tel que l'assassinat de Rafik Hariri ou le raid israélien contre une imagerie centrale nucléaire militaire.

Des médias mainstream occidentaux témoignent

Au terme de cet article, je voudrais vous indiquer, ami lecteur, que le Réseau Voltaire a facilité un voyage de presse organisé à l'initiative du Centre catholique d'information des chrétiens d'Orient, dans le cadre de l'ouverture aux médias occidentaux annoncée par le président el-Assad à la Ligue arabe. Nous avons aidé des journalistes mainstream à voyager dans les zones de combat. Nos collègues ont d'abord mal vécu notre présence à leurs côtés, à la fois parce qu'ils avaient un a priori négatif à notre égard et parce qu'ils pensaient que nous cherchions à leur bourrer le crâne. Par la suite, ils ont pu constater que nous sommes des gens normaux et que le fait de choisir notre camp ne nous a pas fait renoncer à notre esprit critique. En définitive, bien qu'ils soient intimement persuadés de la bienveillance de l'OTAN et ne partagent pas notre engagement anti-impérialiste, ils ont vu et entendu la réalité. Avec honnêteté, ils ont restitué dans leurs reportages l'action des bandes armées qui terrorisent le pays. Certes, ils se sont abstenus de contredire ouvertement la version atlantique et ont essayé de concilier ce qu'ils avaient vu et entendu avec elle, ce qui les a parfois conduits à des contorsions autour du concept de « guerre civile » opposant l'armée syrienne à des mercenaires étrangers. Quoi qu'il en soit, les reportages de la Radio Télévision Belge (RTBF) ou de La Libre Belgique, pour ne citer qu'eux, montrent que, depuis huit mois, l'OTAN masque l'action des escadrons de la mort et impute mensongèrement leurs crimes aux autorités syriennes.

Thierry Meyssan,

27 novembre 2011

<http://www.voltairenet.org/Mensonges-et-verites-sur-la-Syrie>

2 Sur le terrain

1- Libye:

Ban Ki-moon défend l'Otan face aux critiques des «Brics».

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a défendu l'Otan face aux critiques de la Russie et de la Chine, qui accusent l'Alliance atlantique d'avoir outrepassé son mandat en Libye.

Il s'agit d'une prise de position inhabituelle de la part du secrétaire général, d'ordinaire très mesuré dans ses déclarations et qui entamera en janvier son second mandat de cinq ans à la tête de l'ONU. «La résolution 1973 du Conseil de sécurité a été, je crois, strictement appliquée, dans ses limites, dans son mandat», a dit Ban à la presse à New York. «L'opération militaire menée par les forces de l'Otan s'est inscrite strictement dans (la résolution) 1973.»

Les accusations des «Brics»

«Je crois que c'est ce à quoi nous avons assisté, et il n'y a pas d'ambiguïté là-dessus», a continué Ban Ki-moon. La résolution 1973, adoptée en mars, a autorisé les pays membres de l'ONU à instaurer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et à prendre «toutes mesures nécessaires» pour protéger les civils menacés par la répression du régime contre les manifestants qui réclamaient la démocratie.

La Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud -les pays du groupe «Brics»- ont accusé à plusieurs reprises l'Otan d'utiliser la résolution dans le but de faire sciemment tomber le régime, cela en aidant les insurgés, qui ont fini par renverser Mouammar Kadhafi et par le tuer le 20 octobre.

Etats-Unis, Grande-Bretagne et France assurent avoir respecté à la lettre le mandat donné par le Conseil de sécurité en vertu de la résolution 1973.

Reuters,

14.12.11

2- Syrie

2-1 Thierry Meyssan : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord doit revoir sa copie en Syrie.

Alors qu'elle appliquait jusqu'à présent le scénario de l'intervention militaire humanitaire qui avait fait ses preuves en Yougoslavie et récemment en Libye, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord doit revoir sa copie en Syrie. Désormais il s'agira d'appliquer la même stratégie que pour l'Irak : mettre le pays en état de siège au mépris des populations pour l'affaiblir suffisamment avant le prochain assaut.

[...]

La suspension du plan d'intervention militaire internationale a été confirmée par le retour à Damas des ambassadeurs des États-Unis, de France et d'Allemagne. Elle implique une inflexion de la campagne médiatique. D'ores et déjà, les médias anglo-saxons ont abandonné les références aux accusations les plus outrancières et les moins crédibles lancées contre Bachar el-Assad, telle que celle de faire torturer des enfants. Le département d'État lui-même ne décrit plus le président syrien comme un monstre, mais comme un homme « déconnecté de la réalité » (sic) [5]. Son cas ne nécessite donc plus de traitement urgent. Au demeurant, la révélation par divers journalistes de la réalité syrienne, à mille lieues de l'image de propagande véhiculée depuis huit mois [6], rend un moment de silence indispensable.

<http://www.voltairenet.org/L-OTAN-suspend-ses-projets> :

A noter comment les "organisations de défense des droits de l'homme" minimisent curieusement ce qu'ils vont appeler "les bavures" : "plus de 50 civils tués".

Petits rappels à propos des "plus de 50 civils tués" par l'Otan, rien que pour la ville de Syrte

2 Syrte : plus de 500 cadavres retrouvés

Les volontaires qui récupèrent les morts dans les ruines de Syrte, la ville fantôme ou Mouammar Kadhafi était réfugié avant d'y être capturé et tué le 20 octobre, n'en finissent pas. Ils continuent de découvrir des dizaines de cadavres, lit-on sur Afriqinfos. "On a enterré plus de 500 corps depuis dimanche dernier, et on continue à en trouver à travers la ville. La plupart sont des combattants, je pense, mais je ne suis pas sûr", a affirmé l'un des volontaires.

Dans le centre de la ville, des membres de l'association libyenne Djebel Al-Akhdar ont annoncé que "plus de 50 corps" de civils étaient sous les décombres d'un immeuble détruit par une frappe aérienne de l'Otan.

<http://www.afrik.com/breve36160.html>

3 Des centaines de cadavres à ramasser, nettoyer, enterrer...

Il a 32 ans et le regard hanté de ceux qui ont vu trop d'horreurs pour dormir en paix. Mohammed Younès Al-Hemali fait partie des volontaires ramasseurs de cadavres dans les ruines de Syrte.

Le parfum lourd et douceâtre de la putréfaction plane avec insistance sur la cité totalement dévastée par des semaines de bombardements et de combats de rue.

Pas un jour sans la découverte de dizaines de morts enterrés à la hâte dans un jardin, pris dans les décombres de bâtiments effondrés ou pourrissant en plein air. Des civils et des combattants, tués lors d'affrontements ou de bombardements, ou encore exécutés par l'un ou l'autre camp.[dos à dos bien sûr, assiégés et agresseurs]

Au moins 500 corps ont été enterrés depuis dimanche dernier, selon les volontaires chargés de leur collecte.

Mohammed Younès Al-Hemali fait partie de ces volontaires. Longs cheveux bouclés sous une casquette de base-ball, en jeans et baskets, il contemple 26 tombes sommaires, de petits monticules de sable odorants, marqués par des parpaings gris ne portant aucun nom, sur le site très endommagé d'une société de traitement des eaux du quartier n° 2, où les forces de l'ancien dirigeant s'étaient réfugiées avant leur déroute. Sans doute des soldats de Kadhafi tués dans les combats et enterrés à la hâte par leurs frères d'armes, jugent les volontaires, une hypothèse impossible à vérifier.

[...]

Depuis cinq jours, « on roule à travers la ville, on cherche, on demande aux gens. Les familles, quand elles rentrent chez elles, trouvent souvent un corps ou une tombe de fortune dans leur propriété. On les ramasse, on les nettoie et on les enterre décentement », résume-t-il.

Il s'est porté volontaire peu après son retour dans le quartier n° 2, qu'il avait fui lorsque les affrontements s'y sont concentrés. Comme les rares habitants hantant les ruines, il a trouvé sa maison détruite et pillée.

Il décrit sa sinistre tâche, parle brièvement des cadavres gonflés de gaz de décomposition qui éclatent quand il les déplace, des corps tellement pourris que la chair s'effiloche et que seul l'os lui reste en main lorsqu'il saisit un membre. Il s'interrompt au milieu d'une phrase, puis reprend : « C'est la première fois que je fais ça. Je ne peux pas exprimer combien c'est horrible de voir tous ces gens morts ».

<http://www.lalsace.fr/actualite/2011/10/30/des-centaines-de-cadavres-a-ramasser-nettoyer-enterrer>

30/10/2011

2-1 Australie

Les USA vont renforcer leur présence militaire en Australie.

Le président américain Barack Obama va annoncer la semaine prochaine un renforcement de la présence militaire en Australie, signe de l'inquiétude croissante face à la montée en puissance militaire de la Chine dans la région, affirment vendredi plusieurs journaux australiens.

M. Obama arrivera mercredi à Canberra, la capitale fédérale du pays, puis se rendra à Darwin (nord), où il annoncera l'installation d'une base américaine, près de cette ville, selon le Sydney Morning Herald. Interrogé par l'AFP, le porte-parole du Pentagone George Little a refusé de commenter ces informations.

"L'Australie est un ami et allié de l'Amérique et nous continuerons à travailler ensemble pour renforcer nos liens militaires", a-t-il simplement déclaré.

Les responsables du gouvernement australien se sont également abstenus de tout commentaire.

Les Etats-Unis ne disposent pour le moment que d'une présence limitée en Australie. The Australian fait état de mêmes informations mais précise que d'autres villes sont également à l'étude, dont Perth (ouest).

Si le lieu choisi est Darwin, les soldats américains seront stationnés dans la base de Robertson Barracks, près de Darwin, qui accueille déjà 4.500 soldats australiens, a ajouté The Australian.

Elle devra être agrandie mais aucun détail n'a été révélé sur l'importance des troupes américaines qui y seront envoyées.

Dans la région Pacifique, les Etats-Unis ont notamment des bases à Okinawa (Japon) et sur l'île de Guam.

La presse et les analystes attribuent ce projet à la montée en puissance de la Chine dans la région Asie-Pacifique. Pékin renforce ses capacités et ses dépenses militaires. Le premier porte-avions chinois, qui incarne les ambitions navales du pays, a effectué son baptême en mer en août, suscitant une poussée d'inquiétudes dans la région et aux Etats-Unis.

La Chine revendique en outre, avec force, des îles de mer de Chine méridionale, qu'elle considère comme une partie intégrante de son territoire. Plusieurs différends non résolus ont provoqué des pics de tension entre le pays et ses voisins.

12 Décembre 2011

La Libre. belge <http://www.mleray.info/article-usa-88503502.html>

2-2 Belgique

«Qui a dit que le crime ne paie pas ?»

Grâce à la Libye, "on écoute la Belgique" à l'Otan

²²La participation significative de la Belgique à l'opération de l'Otan en Libye, qui a dans les faits conduit au renversement du régime du colonel Mouammar Kadhafi et à la mort de l'ex-dirigeant libyen, a renforcé sa crédibilité au sein de l'Alliance atlantique, a affirmé jeudi le nouveau ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders.

²Le nouveau chef de la diplomatie belge a participé dès le lendemain de sa prestation de serment au sein de l'équipe d'Elio Di Rupo à sa première réunion ministérielle de l'Otan, qui s'est terminée jeudi. L'opération "Unified Protector" et la participation militaire belge - six chasseurs-bombardiers F-16 qui ont mené plus de 450 missions offensives et un chasseur de mines en mer Méditerranée - ont "plutôt été une réussite", a affirmé le ministre à l'agence BELGA. "Nous avons évité des dégâts collatéraux", a-t-il expliqué en se disant "plutôt fier" des résultats obtenus. Selon M. Reynders, cette participation à l'opération de l'Alliance en Libye fait qu'on "écoute la Belgique" au sein de l'Otan, comme il a pu le constater mercredi et jeudi matin encore, lors d'une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères alliés et leur homologue russe, Sergueï Lavrov. (MUA)

<http://www.rtl.be/info/belgique/politique/842367/grace-a-la-libye-on-ecoute-la-belgique-a-l-otan>

2-3 Israël

L'essor des relations OTAN/Israël

Israël cherche une coopération plus militaire avec l'OTAN. Citant le quotidien "Haaretz", Press TV a annoncé que les responsables du régime sioniste entendent promouvoir leur coopération militaire avec l'OTAN, dans le domaine des entraînements aériens. Israël tente, depuis plusieurs mois, de renforcer ses relations avec les pays membres de l'OTAN, à travers des entraînements aériens, dans les pays étrangers ou dans son propre ciel, pour favoriser les entraînements conjoints. Depuis plusieurs semaines, les officiers israéliens et grecs échangent des informations, à propos d'un entraînement commun. Techniques de combats et attaques au sol seront les maîtres mots de ces 3 semaines. Un groupe de chasseurs israéliens (F-15 et F-16 modifiés) sera de la partie, et devrait, notamment, mettre en place une simulation d'attaque lointaine avec un Boeing ravitailleur. Les services de renseignement grecs et israéliens se sont mis d'accord, il y a quelque temps, pour collaborer, plus étroitement, afin d'épier les agissements d'ordre de renseignements turcs, dans la région.

14/12/2011

IRIB

2-4Turquie

La Turquie, l'OTAN et Marilyn Monroe.

On a rappelé plusieurs fois sur ce blog que la Turquie est un membre important de l'OTAN. L'armée turque représente ainsi la première force militaire terrestre de l'Alliance Atlantique, après celle des USA, et accueille des dispositifs stratégiques aux portes de pays comme la Russie, la Syrie ou l'Iran.

Si la Turquie s'est contentée d'un rôle militaire très discret en récemment en Libye, l'implication de ce pays dans l'OTAN se traduit aussi concrètement par la présence de forces turques en Afghanistan.

Avant leur entrée dans l'OTAN, les Turcs avaient déjà eu l'occasion de prouver aux Etats Unis que leur pays était un allié sur lequel on pouvait compter: c'était quelques années après la deuxième guerre mondiale quand l'ONU (que l'URSS avait opportunément désertée et où la Chine communiste ne siégeait pas encore) inspirée par Washington avait décidé une intervention militaire pour secourir la Corée du Sud face à sa soeur nordiste.

La Turquie avait alors dépêché 4500 hommes, en fait un total de 15 000 en comptant les relèves, soit le plus gros effectif militaire non anglo-saxon.

Cet évènement historique mérite d'être évoqué aujourd'hui car il témoigne de la profondeur de l'ancrage de la Turquie dans le camp occidental et permet de mieux comprendre les attermoissements de sa diplomatie.

Et quel meilleur symbole de cet ancrage occidental que ces photos de l'actrice Marilyn Monroe venue en Corée saluer les troupes turques engagées dans la guerre dans ce pays?

Selon le journal Hurriyet, ces photos sont inédites et ont été présentées pour la première fois lors d'une récente exposition photo. Marilyn Monroe était alors en voyage de noces avec Joe DiMaggio qu'elle venait d'épouser et avait fait un crochet par la Corée pour remonter le moral des troupes des Etats Unis et de leurs alliés.

12 Décembre 2011

<http://mounadil.wordpress.com/>

Selon Le Monde donc, " les ambitions maritimes de la Chine provoquent l'inquiétude de ses voisins". Et pas le fait que "Barack Obama [ait] insisté sur le fait que les États-Unis étaient dans la région "pour [y] rester".

3 Brèves

1 Alger

La conférence internationale d'urgence contre les guerres d'occupation

2-1 Ingérence humanitaire : "prélude" au droit des grandes puissances d'intervenir militairement

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Mme Louisa Hanoune, a indiqué à Alger que l'ingérence humanitaire, sous divers prétextes est "le prélude au droit pour les grandes puissances de

s'immiscer dans les affaires internes des pays, d'intervenir militairement directement, sous couvert de l'OTAN (...), avec pour objectif d'organiser le pillage systématique des richesses naturelles et ressources des peuples et de garantir de nouveaux marchés aux multinationales".

Intitulée "Contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays, en défense de l'intégrité et la souveraineté des nations", cette conférence a été aussi une occasion pour la secrétaire générale du PT d'insister sur la démarche adoptée par les grandes puissances qui œuvrent, a-t-elle relevé, à imposer "davantage de militarisation" sur tous les continents par l'installation de bases militaires étrangères et la multiplication des zones de conflits. "C'est par l'intervention de l'OTAN qu'a été réalisé le dépeçage de l'ex-Yougoslavie", a-t-elle affirmé, ajoutant que "les blocus économiques, les zones d'exclusion aériennes, le gel des avoirs à l'étranger et autres sanctions qui affament les peuples, détruisent les potentiels économiques, sèment la désolation, sont les préliminaires de la guerre d'occupation".

Rappelant la guerre d'Irak et l'embargo qui lui a été imposé à ce pays pendant 13 ans et la partition du Soudan en 2010, Mme Hanoune a estimé que "désormais, l'ingérence extérieure est un trait dominant dans la situation mondiale et n'exclut aucun domaine et aucun continent, se substituant aux souverainetés populaires et violant les souverainetés nationales".

L'ingérence, a-t-elle encore affirmé, est "l'intervention directe" des grandes puissances pour "manipuler et orienter" les soulèvements populaires afin qu'ils ne remettent pas en cause, selon sa déduction, l'ordre établi, à savoir les "intérêts impérialistes". "Et en contrariant le cours des processus politiques naturels d'émancipation des peuples, les grandes puissances créent des situations d'impasse et de pourrissement qui provoquent des dérives meurtrières ouvrant la voie aux interventions militaires étrangères", a-t-elle poursuivi.

Selon la secrétaire générale du PT, l'ingérence dans les affaires internes des pays réside, en outre, dans l'attitude de la première puissance mondiale, les USA, qui, en "niant" les souverainetés populaires et l'histoire de chaque pays, "décrète que les peuples du Maghreb et du Moyen-Orient doivent s'inspirer du modèle islamique turc". Pour Mme Hanoune, le message des grandes puissances qui "prétendent diriger le monde" est qu'"aucune nation n'est à l'abri", s'interrogeant s'il n'existait pas un processus d'"afghanisation" de plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

10/12/2011

<http://www.letempsdz.com//content/view/67143/1/>

Guerres d'occupation : création d'un comité permanent de veille et d'alerte.

La conférence internationale d'urgence contre les guerres d'occupation dont les travaux ont pris fin à Alger, a décidé de la création d'un comité permanent de veille et d'alerte pour coordonner l'action entre les Etats et réagir ensemble pour défendre la souveraineté des Nations.

Les participants à la conférence ont décidé de se constituer en comité permanent de veille pour préparer la tenue d'un tribunal international pour " dresser, sur la base des faits, un pacte international d'accusation contre les responsables et les auteurs de guerre d'occupation, de pillage et de destruction des nations ", indique le communiqué final.

Les participants ont décidé de confier à ce comité la mission de " coordonner l'action unie entre les pays participants et de réagir ensemble en défense de l' "intégrité et de la souveraineté des nations " ainsi que " l'organisation de la mobilisation unie contre la guerre et pour que les budgets de la guerre soient utilisés pour le développement socioéconomique ".

Les plans meurtriers du FMI et de la Banque mondiale

Le comité a été chargé d'autre part, d'organiser la mobilisation unie contre " les plans meurtriers du FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et contre le diktat des déficits budgétaires utilisé en Europe pour détruire les droits et acquis sociaux des travailleurs ".

Le communiqué final appelle à l'annulation de la dette extérieure considérée comme " un instrument de saccage des économies nationales des pays opprimés et de mise sous tutelle étrangère des Etats et des nations ".

Outre des personnalités nationales, des responsables syndicaux, des universitaires et des militants des droits de l'homme, la conférence a vu la présence de 105 représentants de 42 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe.

Le communiqué souligne également, qu' "il y a situation d'urgence car " les grandes puissances ont décidé d'intervenir militairement sous l'égide de l'OTAN en Libye ouvrant la voie devant l'insécurité et l'instabilité " dans la région et " mettant en péril l'intégrité des pays du Sahel ".

Les puissances ont détruit l'Irak et la Libye

La situation d'urgence, ajoute le document, existe car ces mêmes puissances ont détruit l'Irak, poursuivent la guerre en Afghanistan, maintiennent Haïti sous occupation militaire et imposent des bases militaires dans différentes régions du monde.

Selon le communiqué, l'intervention des grandes puissances " menace les peuples qui luttent pour leurs droits et leur souveraineté " et vise à imposer " un protectorat étranger " leur " confisquant le droit de disposer de leur présent et avenir ".

Les participants ont exprimé leur opposition à l'installation d'une base militaire étrangère dans la région du Sahel " sous quelque prétexte que ce soit ", dénonçant les plans des grandes puissances visant à " désintégrer les nations sur des bases tribales, ethniques et religieuses à des fins de pillage et d'oppression à l'instar du plan américain pour le Moyen Orient ".

Ils ont en outre, fait part de leur opposition à toute intervention militaire partout dans le monde " avec ou sans l'aval de l'ONU " et donc en Syrie, en Palestine, en Iran et au Bahreïn.

La conférence " contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays en défense de l'intégrité et la souveraineté des nations " a été organisée à l'initiative du parti des travailleurs (PT) en coordination avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

<http://www.algerie-plus.com/actualite/guerres-d%E2%80%99occupation-creation-d%E2%80%99un-comite-permanent-de-veille-et-d%E2%80%99alerte/>

2 Chine

Fatiha Dazi-Héni : Le « printemps arabe » vu par Pékin.

A Pékin, les représentants officiels chinois, quand on les interroge sur le « printemps arabe », focalisent leur réponse sur l'intervention militaire de l'OTAN en Libye. Celle-ci, disent-ils, s'est inscrite dans la logique des interventions militaires occidentales en Irak et en Afghanistan et devrait aboutir au même échec. C'est pourquoi toute action contre la Syrie, même entérinée par les Nations unies, paraît exclue, la Chine s'appuyant sur le refus russe. Si son intérêt pour la question syrienne est faible, elle est capable de souplesse, comme le montre son appui à la dernière initiative de la Ligue arabe. Pékin considère cette dernière comme une instance légitime à faire des recommandations et même à décider de sanctions contre Damas, dans la mesure où cet interventionnisme reste cantonné à une dimension arabe.

L'exemple libyen permet à la Chine de renchérir sur le principe de non ingérence, et de rappeler qu'elle demeurera intraitable sur tout ce qui touche à son environnement immédiat, perçu comme son espace vital face à Washington – qui compte pourtant y maintenir et même accroître son influence. La présence américaine au sommet des dirigeants de l'APEC — zone Asie Pacifique — des 12 et 13 novembre 2011 à Honolulu (Hawaï) en témoigne. Au-delà du « printemps arabe », la question de l'interventionnisme international souvent mis en œuvre par les pays occidentaux agit plus que jamais sur Pékin comme un repoussoir.

[...]

Tirant les enseignements sur le « printemps arabe », les autorités chinoises insistent sur « la faillite du système international de régulation des crises » et sur leur perte de confiance quant au rôle des Nations unies.

[...]

Fatiha Dazi-Héni

mercredi 14 décembre 2011,

<http://blog.mondediplo.net/2011-12-14-Le-printemps-arabe-vu-par-Pekin>

Le président chinois, Hu Jintao, demande à la marine d'être prête au combat

Le président chinois, Hu Jintao, a appelé la marine à être prête au combat et à poursuivre sa modernisation afin de sauvegarder la sécurité nationale, a rapporté l'agence d'information Chine nouvelle, mardi 6 décembre.

Il lui a ainsi demandé "d'accélérer sa modernisation" et de "mener des préparatifs intensifs pour le combat militaire" afin de "sauvegarder la sécurité nationale et la paix mondiale", alors que les ambitions maritimes de la Chine provoquent l'inquiétude de ses voisins et des Etats-Unis.

Hu Jintao s'exprimait à Pékin devant des responsables de la puissante commission militaire centrale, dont il est le chef, et en présence de son très probable successeur à la tête du pays, le vice-président Xi Jinping, numéro deux de la commission. Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement, la rencontre portait sur l'armement de l'Armée populaire de libération (APL) et les derniers développements concernant la marine. "Notre travail doit se concentrer sur le thème de la défense nationale et du renforcement des capacités militaires", a expliqué le chef de l'Etat.

PRÉSENCE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS

L'armée chinoise avait annoncé qu'elle devait mener fin novembre des manœuvres navales dans "l'ouest de l'océan Pacifique", dans un contexte de tensions accrues sur des territoires disputés avec ses voisins.

Cet "entraînement de routine (...) ne vise aucun pays particulier" et la liberté de naviguer de la Chine "ne doit pas être entravée", avait-elle assuré.

Cette annonce est intervenue juste après un voyage en Asie-Pacifique du président américain Barack Obama, au cours duquel il a annoncé que les Etats-Unis allaient renforcer leur présence militaire en Australie. Dans un discours prononcé le 16 novembre à Canberra, Barack Obama avait insisté sur le fait que les Etats-Unis étaient dans la région "pour [y] rester".

"La Chine a le droit de développer ses capacités militaires et de se préparer, tout comme nous le faisons", a réagi mardi George Little, l'un des porte-parole du Pentagone, tout en rappelant les fréquents appels de Washington à ce que Pékin se montre "transparent" en matière militaire. La question de la transparence entre les deux principales puissances du Pacifique "fait partie de la relation que nous essayons de bâtir avec l'armée chinoise", selon M. Little.

UNE MARINE DE PLUS EN PLUS PUISSANTE

L'APL, plus grande armée du monde, reste essentiellement une armée de terre, mais la marine joue un rôle accru alors que la Chine apparaît de plus en plus soucieuse de défendre ses ambitions maritimes. Le Pentagone avait émis une mise en garde plus tôt cette année contre les importants budgets alloués par la Chine à sa marine, notamment en armement sophistiqué. Fin novembre, le premier porte-avions chinois, qui incarne les ambitions navales de Pékin, a effectué sa deuxième sortie.

Le sujet des ambitions de Pékin dans les régions maritimes à l'ouest du Pacifique s'est aussi invité au sommet annuel de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) ainsi qu'au sommet de l'Asie orientale le mois dernier à Bali (Indonésie).

En effet, le Vietnam, les Philippines et Taïwan se heurtent à la Chine pour revendiquer la souveraineté sur le petit archipel des Spratleys, des îles de la mer de Chine méridionale riche en hydrocarbures, que Pékin considère siennes. Pékin et Hanoi se disputent aussi les Paracels. Ces différends territoriaux provoquent des pics de tension chroniques entre la Chine et ses voisins – Philippines ou Vietnam ces derniers mois, Japon à la fin 2010.

http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2011/12/06/chine-hu-jintao-demande-a-la-marine-d-etre-prete-au-combat_1613973_3216.html#xtor=AL-32280515

3 Russie.

Point de vue de la Russie.

Libye: Moscou veut une enquête sur les civils tués par l'OTAN

La Russie a réclamé lundi une enquête approfondie sur la mort de civils dans des bombardements de l'OTAN en Libye. Elle a accusé l'Alliance atlantique de n'avoir toujours pas fourni au Conseil de sécurité de l'ONU le moindre détail sur les victimes civiles de son action en Libye.

"Malheureusement, l'OTAN a adopté une posture de pure propagande en affirmant qu'il n'y avait aucune victime civile en Libye, ce qui est premièrement totalement invraisemblable et deuxièmement faux", a déclaré l'ambassadeur russe auprès des Nations unies, Vitali Tchourkine. Il a annoncé qu'il évoquerait cette question jeudi devant le Conseil de sécurité.

"Nous espérons que l'OTAN va réexaminer ce problème dans son intégralité, qu'elle va mener une enquête sur cette question", a-t-il poursuivi, en soulignant que l'ONU pouvait participer à une éventuelle enquête.

Reuters a rapporté vendredi que des organisations de défense des droits de l'homme estimaient à plus de 50 le nombre de civils libyens tués dans des bombardements aériens de l'OTAN. Dimanche, le "New York Times" a évoqué entre 40 et plus de 70 civils ainsi tués.

Maintenant, peut-être l'Otan le fera, peut-être pas. L'Otan le fera si c'est aussi facile que ça leur a semblé en Libye. Ils aiment faire ça dans les petits pays où ils peuvent avoir une glorieuse victoire sans une égratignure.

Mais nous sommes dans une situation terriblement dangereuse. Car si cela continue, des pays plus puissants que la Libye, comme la Chine ou la Russie, deviennent très inquiets. Et tout cela crée une dynamique qui pourrait conduire, sans que personne ne le veuille vraiment, à la 3e Guerre Mondiale, juste comme la 1e Guerre Mondiale a commencé. Personne ne voulait exactement cette guerre, mais c'est la guerre qu'ils ont eu. Et ce processus où quelques vagues accusations, sans preuves, mènent à la guerre, pourrait précipiter la destruction finale de ce monde.»

"Nations Unies"... moins la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (et de fait toute l'Afrique et l'Amérique du Sud ...), cela fait très Nations Unies ! "Les pays de l'Otan" défendent l'Otan, c'est un scoop

« L'opération militaire menée par les forces de l'Otan s'est inscrite strictement dans (la résolution) 1973.»
: "Nous avons bombardé des dépôts alimentaires, appliqué un blocus, rasé la ville de Syrte, soutenu une rébellion armée.... pour protéger la population civile, en stricte application de la résolution"

<http://laguerrehumanitaire-lefilm.tumblr.com/reactionsfr>

4 Dossier

4-1 Verbatim : Ban Ki-moon, l'otan et la Libye.

Voici des extraits du rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la Libye, remis au Conseil de sécurité le 22 novembre 2011.

Sécurité

[...] L'un des défis majeurs qu'affronte le Conseil national de transition est la consolidation de la sécurité, en particulier à Tripoli où se trouvent un grand nombre de « brigades » révolutionnaires armées [ni plus ni moins que des mercenaires de l'Otan, qui réclament leur part du gâteau]. L'importance de ce défi a été soulignée par les nombreux affrontements qui ont éclaté, parmi les diverses « brigades » au cours de la dernière semaine d'octobre et au début du mois de novembre (*) provoquant plusieurs morts parmi les combattants et des blessés parmi les policiers. [...]

[...] Bien qu'il soit dans l'intention des autorités libyennes de rendre la responsabilité du maintien de la sécurité et de l'ordre au ministère de l'Intérieur dès que possible, la police libyenne n'a pas été en mesure d'assumer cette responsabilité. Elle a été largement assumée, dans l'ensemble du pays par les groupes armés révolutionnaires qui ne disposent pas de la formation requise et agissent hors de tout cadre légal.[...]

(*) Ce document a été établi après le voyage de Ban Ki-moon en Libye, le 2 novembre. Depuis cette date de nombreux autres accrochages, parfois meurtriers ont eu lieu, surtout dans la région et la ville de Tripoli. (NDLR)

Droits de l'homme

[...] Alors que les prisonniers politiques détenus par le régime de Kadhafi ont été libérés, on estime que près de 7000 personnes sont actuellement détenues dans des prisons et des centres de détention improvisés, pour la plupart sous le contrôle des brigades révolutionnaires.

En l'absence d'une police et d'une justice en état de marche, ces personnes sont dépourvues de tous accès à une procédure équitable. Des Africains originaires de la région sub-saharienne, accusés ou soupçonnés, dans certains cas, d'avoir été des mercenaires [au service de Kadhafi, NDLR] représentent

une bonne partie de ces détenus. Certains ont indiqué avoir été torturés ou victimes de mauvais traitements. Des cas d'individus pris pour cible [joli mot pour lynché] en raison de la couleur de leur peau ont été constatés. Il a été rapporté également que des femmes sont détenues dans des centres qui ne disposent pas de gardiennes et que des enfants sont détenus avec des adultes.[...] [Mais c'est Kadhafi qui était sanguinaire]

Armes

[...] Le 3 novembre, une équipe de l'Organisation pour la prohibition des armes chimiques (OPCC) a procédé à une inspection du dépôt de Ruwagha, au sud-est du pays ; C'était la première depuis février 2011. Elle a confirmé que le dépôt contenait toujours des réserves de gaz moutarde et d'autres agents chimiques et pris des mesures pour sécuriser l'ensemble des réserves jusqu'à ce que des opérations de destruction puissent être reprises sous la vérification de l'OPCC. Information importante : deux autres sites, à ce jour non déclarés, ont été identifiés et sécurisés ces dernières semaines par nos interlocuteurs libyens.[...]

[...] La Libye a accumulé le plus grand stock connu de systèmes de défense portables, hors des pays qui produisent ces systèmes. Alors que des milliers de ces armes ont été détruites au cours des sept mois d'opérations de l'Otan, le pillage et la possible prolifération de ces armes suscitent des inquiétudes croissantes, tout comme les munitions et les mines, en raison du risque potentiel qu'elles représentent pour la stabilité régionale. [...]

Observations

[...] Aussi profonde que soit la colère provoquée par les crimes de guerre de l'ancien régime [accusations basées sur les seules affirmations du CNT, cf le film de Julien Teil <http://www.laguerrehumanitaire.fr/>], Le Conseil national de transition doit poursuivre ses appels à éviter les actes de vengeance et doit enquêter sur les abus perpétrés par ses propres combattants.[...] Je suis convaincu que les dirigeants de la Libye nouvelle sont sincèrement résolus à construire une société fondée sur le respect des droits de l'homme. Aussi difficiles que soient les circonstances, il est essentiel d'agir au plus vite pour mettre un terme aux détentions arbitraires et empêcher les abus et discriminations contre les ressortissants de pays tiers et contre tout groupe de citoyens libyens. [...]

4-2 Allain Jules : Libye – Dans les méandres de l'après Kadhafi : la guerre secrète de l'OTAN.

Les membres du CNT n'en peuvent plus. Alors que personne ne leur fait plus confiance, surtout leurs propres milices, ils ont compris finalement que, ce n'est qu'avec les pro-Kadhafi qu'ils peuvent reconstruire le pays. Ils font désormais le siège, que dis-je, pression sur l'ONU, pour le dégel des biens souverains libyens. Il reste à peine 150 millions de dollars dans les banques occidentales qui en ont bien besoin.

Après avoir détruit leur pays, incapables de dédommager les victimes des bombes de l'OTAN ou de lancer des chantiers de reconstruction, notamment à Syrte (vidéo) où, les populations sont hostiles surtout qu'elles n'ont plus rien, l'heure est grave. Les jeunes des milices sont désormais désœuvrés et obligés de voler, piller et racketter des innocents, pour subsister. "Obligés" est bien un grand mot. Ils ne sont pas qualifiés pour prendre la place laissée par les travailleurs expatriés.

Avant la guerre, ils étaient estimés à près de 2 millions, dont la majorité venait d'Afrique subsaharienne, et le reste d'Asie. Les jeunes Libyens qui avaient pris les armes sans réfléchir avaient cru que leur révolution par procuration allait leur procurer la richesse. Guidés par une propagande extrême, les biens qu'ils recevaient gratuitement de la part de la Grande Jamahiriya arabe libyenne et socialiste, n'existent plus. Ne dit-on pas très souvent que, à trop vouloir gagner on perd ?

Alors que le géant pétrolier italien ENI vient d'annoncer ostensiblement que sa production a retrouvé son lustre d'avant la guerre, pour les Libyens, l'horizon est bouché, obscurci.

Les groupes de rebelles qui avaient pillé de nombreux dépôts d'armes laissés par l'armée libyenne, sont interceptés chaque jour dans le désert libyen par des drones français et américains. Le sahel étant devenu une poudrière, la crainte qu'ils vendent ces armes à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) fait craindre le pire. Ainsi, leurs convois sont simplement détruits, au grand dam du CNT qui se retrouve peu à peu en déficit de combattants, surtout que certains ont été défaits en Syrie.

Ces derniers voient donc l'OTAN se retourner contre eux. On assiste, dans le désert libyen, à une nouvelle guerre. Une guerre secrète que les médias "mainstream" sont interdits de divulguer.

« Nous avons entièrement rempli le mandat historique des Nations unies de protéger le peuple de Libye », a déclaré le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen. [...] « C'est un chapitre dont

l'histoire du Conseil de sécurité se souviendra avec fierté...», s'est enorgueilli la représentante américaine à l'ONU, Susan Rice.(RFI, 29 oct. 2011)

Pour ce qui est des affirmations ci-dessous de Ban-Ki-Moon, petit employé de l'Otan, qui tente de justifier la situation actuelle par "la colère provoquée par les crimes de guerre de l'ancien régime " cf le film de Julien Teil <http://www.laguerrehumanitaire.fr/> qui démontre le caractère fantaisistes des accusations fabriquées par le CNT elle-même - c'est à dire par d'autres employés de l'Otan.

Les médias usuels, qui ont bien hurlé en coeur pour la destruction de la Libye, semble découvrir tout surpris la catastrophe engendrée. Mais bon, soit, le pays est économiquement et socialement détruit, aux mains de bandes armées qui massacrent torturent et pillent en toute impunité (mais c'est l'effet de "la colère provoquée par les crimes de guerre de l'ancien régime"), mais l'essentiel c'est que : "la Libye est libérée du joug de Kadhafi"

Allain Jules

12 décembre 2011

<http://jacques.tourtaux.over-blog.com.over-blog.com/>

4-3 René Backmann : La loi des milices règne sur la Libye.

Nouvel Observateur, René Backmann

15-12-2011 La guerre est-elle finie en Libye ? Officiellement, oui. Elle a pris fin le 23 octobre, trois jours après la capture et le lynchage de Mouammar Kadhafi, lorsque le Conseil national de Transition (CNT) a annoncé la "libération totale du pays" au terme de huit mois de révolte armée contre la dictature [terminologie officielle obligée]. Quatre jours plus tard, l'ONU confirmait la fin des hostilités en mettant un terme - contre l'avis du CNT - au mandat donné le 31 mars à l'Otan pour "protéger les populations civiles". Après avoir effectué 26.323 sorties, dont 9.658 raids de bombardement, les avions et les hélicoptères de l'Alliance atlantique et de ses alliés sont rentrés à leurs bases. Mission accomplie ?

L'autorité du CNT mise à mal

C'est une autre question. Le dictateur est mort, sa Jamahiriya n'est plus - ce dont personne ne se plaindra [il n'y a que la foi démocratique qui sauve] - mais la fin de la guerre n'est pas la paix en Libye, où le sort des civils est loin d'être enviable. Deux mois après la prise par les rebelles des derniers bastions kadhafistes, le chantier de l'Etat de droit et des institutions démocratiques est à peine entamé. La tâche s'annonce d'autant plus ardue que plusieurs pouvoirs rivaux - voire hostiles - s'opposent.

Tenu à l'étranger pour le représentant légitime du peuple libyen, le CNT, entité autoproclamée où se croisent opposants de longue date et kadhafistes recyclés, n'a pu imposer son autorité aux multiples milices locales qui ont vaincu la dictature et réclament leur part du pouvoir.

Prolifération des armes

En proie à une militarisation quasi "somalienne", à un retour inquiétant vers des identités claniques, tribales ou religieuses, la société libyenne est aussi exposée à des influences étrangères rarement désintéressées. Selon le rapport remis le 22 novembre au Conseil de Sécurité par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, le défi majeur auquel est confrontée la Libye est "la consolidation de la sécurité, notamment à Tripoli où se trouvent de nombreuses brigades armées révolutionnaires" [cad des bandes armées par l'Otan]. Défi d'autant plus périlleux que, comme le relève Ban Ki-moon, le pays regorge d'armes, depuis les missiles sol-air portables jusqu'aux gaz de combat.

La semaine dernière, le Conseil local de Tripoli, exaspéré, a demandé aux milices de quitter la capitale avant le 20 décembre. Ultimatum que le Premier ministre a refusé d'endosser. "La question du désarmement des milices, a-t-il admis, est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît." Résignation alarmante mais lucide. Samedi, deux groupes armés s'affrontaient encore au canon près de l'aéroport de Tripoli.

René Backmann (Nouvel Observateur)

15-12

<http://tempsreel.nouvelobs.com/l-observateur-du-monde/20111215.OBS6847/la-loi-des-milices-regne-sur-la-libye.html>

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

5-1 Mohamed Bouhamidi : Conférence internationale d'urgence contre l'ingérence.

Je ne suis ni adepte du parti des Travailleurs, ni de l'UGTA, mais je signe ce texte des deux mains et je le diffuse.

En tant qu'anticolonialiste je suis contre le droit d'ingérence au nom duquel les occidentaux, toutes tendances confondues (gauche, droite, centre) et sous des faux prétextes humanitaires, se permettent de bombarder et de détruire les peuples qui veulent rester indépendants.

Ginette Hess Skandrani

Conférence internationale d'urgence contre l'ingérence

Soutenir et prolonger l'appel

Soutenir et prolonger l'Appel pour une conférence internationale d'urgence «Contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays en défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations».

08-12-2011

Par Mohamed Bouhamidi

Le premier et probablement le plus grand intérêt de l'Appel du Parti des travailleurs et de l'UGTA pour une «Conférence internationale contre les agressions et les ingérences dans les affaires des états nationaux», reste sans conteste d'opposer à la diplomatie souterraine qu'imposent les grandes puissances une autre idée des relations internationales fondée sur l'initiative et sur la volonté des peuples. Nous en avons bien besoin. Car à l'internationale du crime qu'ont toujours constituées les organisations internationales vouées à la défense du Capital et de l'économie de marché

que sont le FMI, la Banque Mondiale, ou encore l'OCDE et l'Otan, il est temps d'opposer une internationale des peuples. L'effondrement du bloc socialiste et le «triomphe post Mur de Berlin» ont aussi entraîné l'affaiblissement et l'affadissement de l'internationale anti coloniale que furent les «Conférence de Bandoeng» et le «Mouvement des Non Alignés». Cette lente disparition des solidarités du Tiers-Monde sous l'effet du reclassement social d'anciens militants de la libération, des pressions du FMI et des chantages aux crédits, des actions de la subversion des mercenaires et des services secrets dont nous découvrons, chaque jour un peu plus, l'ampleur et la globalité ont laissé chaque Etat national seul face à cette internationale du capital financier et du marché et ont érodé en chacun d'eux les parts essentielles de souveraineté pour lesquelles nos peuples se sont battus. Le plus grand succès de l'empire dans cette période des cinquante dernières années est d'avoir découlé, avec une ruse et une patience infinies, les idées d'indépendance et de développement national. Ainsi, ils ont réussi ce coup double d'avoir renvoyé une bonne part de nos élites dans la lise d'une explication de nos «retards» par notre nature et notre essence et de leur avoir fait haïr leurs peuples de trop leur rappeler leurs destins indigènes. Le Forum Social Mondial a achevé de ruiner toute perspective de solidarité des peuples en ramenant tous les problèmes de la planète à des questions sociales formulées dans les mêmes équations pour les paysans du Mali comme pour les travailleurs de l'Europe. Ce Forum a bien réussi aussi à entraîner les élites au renoncement à la question centrale de notre époque, celle de la souveraineté des peuples sans laquelle ils ne peuvent accéder à l'émancipation. Et pas seulement nos peuples du Tiers Monde. Mais même les peuples européens, aussi, qui découvrent que les vrais mandants de leurs élus sont les banques et pas les bulletins de vote. Cette réunion d'Alger ne renversera pas toute la tendance tout de suite. Elle ne consiste pas à recréer Bandoeng. Mais elle met au cœur de nos questionnements la vitale et urgente nécessité de promouvoir une réponse collective des peuples à une agression collective des pays impérialistes. En Yougoslavie puis en Serbie, en Afghanistan puis en Irak, en Libye et, dès aujourd'hui de façon à peine secrète, en Syrie ces pays impérialistes se coalisent et mutualisent leurs moyens pour détruire alors que peine à voir le jour le front des peuples contre les guerres et les agressions dans les circonstances d'aujourd'hui avec les gens d'aujourd'hui et surtout les jeunes d'aujourd'hui à qui il faut quand même transmettre ce que nous savons de l'infinie duplicité des pays impérialistes qui, à chaque fois qu'ils vous déroulent le tapis rouge ou vous donnent des satisfecit, vous arrachent des concessions mortifères qu'ils vous font prendre pour des compromis. Ce qui est infiniment précieux dans cette conférence c'est la ligne qu'elle définit et qu'elle revivifie : Pas d'ingérence ! Quelle qu'en soit la forme, quels qu'en soient les prétextes. A la question sociale qu'il n'abandonne pas au vu de son action et de ses déclarations, le Parti des Travailleurs donne son socle national sans lequel cette question sociale ne peut s'accomplir.

Pour que l'initiative soit pleinement nationale du point de vue de notre pays il faut que s'y mettent, aussi, les patrons qui produisent en Algérie et que l'hégémonie des compradores, les barons de l'import/import, les concessionnaires incapables de monter une usine de mobyettes en douze ans de généreux crédits à la consommation des produits extérieurs et les «capitaines d'industries», qui nous font croire que le fin fond de l'industrialisation est de conditionner les produits importés, empêchent de se transformer en classe sociale nationale consciente de ses intérêts à l'intérieur de la nation et pas contre elle. Mais c'est à chacun selon son point de vue et selon ses intérêts catégoriels de postuler et de défendre un Etat qui soit celui la Nation et que les compradores ont réussi en partie à retourner contre la Nation. Cette Conférence revêt une deuxième importance capitale. De l'agression de l'Irak à celui de la Libye, l'Empire U.S. et ses vassaux a réussi à éliminer toutes les contraintes que rencontraient ses agressions. Exit les millions de manifestants qui ont protesté contre l'invasion de l'Irak. La stigmatisation et la diabolisation de l'adversaire ont atteint des sommets du raffinement. En Irak, les journalistes étaient «Embedded», aujourd'hui les médias ont tous la même ligne éditoriale, reprennent sans discuter les dépêches de l'AFP qui reprend l'Otan ou les «sources autorisées». Il n'existe plus qu'une seule vérité médiatique que contestent difficilement les sources alternatives, il n'existe plus qu'une seule pensée correcte, celle de l'Otan, reprise par les journaux qui appartiennent aux milliardaires que défend l'Otan. Cette conférence est aussi une occasion de réfléchir à la manière de contrer cette

hégémonie. De l'Irak à la Libye nous savons aujourd'hui que dans ces guerres les médias sont devenus une arme comme une autre et pas moins importante que le génie ou l'artillerie. Personne parmi les algériens opposés à l'agression qui se prépare en sous main contre notre pays ne peut ignorer ce facteur décisif. La crise qui secoue l'Europe va jeter les masses de ce continent dans les bras de la droite et du fascisme. La crise elle-même a réanimé dans la gauche européenne ses atavismes coloniaux, car elle sait qu'elle ne pourra offrir la paix sociale au capital qu'en la finançant par le pillage colonial. Enfin les masses européennes elles-mêmes sont incitées à se consoler de leurs déboires par le sentiment de supériorité que leur donne la suprématie de leurs armes. Les amis alors se compteront sur les doigts quand arrivera l'épreuve et les opinions européennes se placeront plus que certainement du côté de «leur impérialisme», comme vient de le montrer toute la gauche européenne qui a mis sur les bombes de l'Otan l'habillage de son «humanisme».

La presse néocoloniale d'Alger va se gausser de notre anti-impérialisme. Elle va attaquer les personnes en bottant en touche les idées. L'incroyable maladresse de nos ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, acceptant de rendre des comptes à Guéant ou aux élus français – ce qui est plus grave – est pour elle du pain béni. Elle s'est saisie de ces actes incompréhensibles venant d'un Etat qui se dit contre les ingérences étrangères et qui fait tout pour apparaître sous tutelle de Sarkozy, pour nous dire : «Voilà l'Etat que vous défendez et qui s'avilie devant les français !». C'est là évidemment un joli coup pour les français qui obtiennent de telles concessions tout en activant leurs médias indigènes pour qu'ils donnent aux choses le sens qu'ils désiraient et qu'ils mettent effectivement dans ces actes. Demain la presse française traitera le sujet de sorte que nous n'ayons d'autre compréhension que celle d'un abaissement de l'Etat national. Et ils font coup double : ils taillent des costumes de patriotes à cette presse qui ne cesse d'appeler à l'ingérence étrangère et n'a cessé d'appeler à l'alignement sur la France dans tous les sujets brûlants de l'heure notamment la Libye et la Syrie. Pourquoi le gouvernement algérien a-t-il cédé à la pression de cette presse et de ce courant politique pro-français qui a gangrené une partie de nos élites et de notre Etat ? Une des raisons relève de notre responsabilité de patriotes : nous avons laissé ces courants néocolonialistes occuper de façon hégémonique tout l'espace médiatique et tout l'espace politique de peur de «passer pour des pro- pouvoir !». Il faudra à cette presse néocoloniale et à ses prolongements dans le pouvoir faire d'autres efforts pour nous rouler dans la farine et nous amener à ses vues en empruntant à notre langage. Et il faudra bien d'autres inconséquences du pouvoir pour nous faire confondre pouvoir et Etat et jeter le bébé avec l'eau du bain.

Il est temps de rappeler quelques vérités. Le gouvernement ce n'est pas l'Etat. Nous défendons l'Etat national parce qu'il est la condition unique de réalisation de nos rêves d'hommes et de notre liberté en tant que peuple. Sans lui c'est le retour au gourbi, aux punaises, aux poux, aux écoles indigènes et aux bidonvilles pour 90% de la population. La démocratie française ne nous a libérés d'aucun de ces maux et elle ne le fera pas demain pour son propre peuple. On nous a raconté les mêmes fadaises sur nos dirigeants pendant la guerre : «Ils se sont rendus, ils se la coulent douce à Tunis et au Caire, c'est des sanguinaires au maquis...» Nous avons fait la guerre pour le pays pas pour les chefs. Aujourd'hui nous continuons de défendre le pays pas les chefs. Et défendre le pays c'est empêcher qu'il retombe totalement dans les griffes du néocolonialisme. L'empêcher c'est se battre pied à pied pour faire reculer les idées du FMI, les pressions pour «mieux vendre notre gaz et notre pétrole», pour aider les industriels algériens à construire de vrais projets et pas de la frime de la mise ne bouteille, c'est de freiner la casse du secteur public et inverser le rapport du désarmement industriel, c'est garder le principe du 51/49, c'est aider les jeunes, les étudiants, les familles etc. bref il faut restituer l'Algérie à son peuple qui saura, lui, la défendre et faire planer sur ceux qui veulent brûler l'Algérie la dissuasion de leur propre incendie. Il faut restituer à la jeunesse d'autres ambitions et d'autres rêves que d'être les réceptionnistes des show-rooms. Ce bouclier régional dont nous avons un besoin vital nous sera nécessaire sans être suffisant. Cette initiative doit donner à réfléchir pour son prolongement interne en vue de constituer, dans la patience qu'il faut, les rassemblements sur les bases qu'auront choisies les gens librement pour

constituer les soubassements du Front qui fera réfléchir plusieurs fois les agresseurs avant de passer à l'acte contre notre pays.

Texte publié sur La voix de la libye.com

<http://www.latribune-online.com/suplements/dossier/61211.html>

6 Opinion :

Fidel Castro

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN

Cette brutale alliance militaire est devenue le plus perfide instrument de répression qu'a connue l'histoire de l'humanité.

L'OTAN a assumé ce rôle répressif dès que l'URSS, qui avait servi de prétexte aux États-Unis pour la créer, a eu cessé d'exister. Ses visées criminelles sont apparues au grand jour en Serbie, un pays slave dont le peuple avait lutté si héroïquement contre les troupes nazies durant la Deuxième Guerre mondiale.

Quand, en mars 1999, les pays de cette organisation néfaste, qui ambitionnaient de désintégrer la Yougoslavie après la mort de Josip Broz Tito, dépêchèrent leurs troupes pour appuyer les sécessionnistes kosovars, ils se heurtèrent à la forte résistance de cette nation dont les troupes expérimentées étaient intactes.

L'administration yankee, conseillée par le gouvernement espagnol de droite de José María Aznar, bombarda l'édifice de la télévision serbe, les ponts du Danube et Belgrade, la capitale. Elle détruisit sous les bombes l'ambassade de la République populaire de Chine dont plusieurs fonctionnaires moururent, et ce ne fut absolument pas une erreur comme arguèrent les responsables. De nombreux patriotes serbes perdirent la vie. Le président Slobodan Milosevic accablé par la puissance des agresseurs et par la

disparition de l'URSS, céda aux exigences de l'OTAN et admit la présence de ses troupes au Kosovo sous mandat de l'ONU, ce qui conduisit finalement à sa défaite politique et à son envoi devant la cour, en rien impartiale, de La Haye.

Curieusement, il mourut en prison. Si le dirigeant serbe avait résisté quelques jours de plus, l'OTAN serait entrée dans une grave crise qui fut sur le point d'éclater. L'Empire disposa ainsi de bien plus de temps pour imposer son hégémonie aux membres toujours plus subordonnés de cette organisation.

Du 21 février au 27 avril dernier, j'ai publié sur le site web CubaDebate neuf Réflexions consacrées à cette question, abordant longuement le rôle de l'OTAN en Libye et ce qu'il allait se passer de mon point de vue. Je vais devoir faire un résumé des idées essentielles que j'ai exposées et des faits qui se sont déroulés comme je les avais prévus, maintenant qu'un personnage clef de cette histoire, Mouammar Kadhafi, après avoir été grièvement blessé par les chasseurs-bombardiers les plus modernes de l'OTAN qui ont intercepté et détruit son véhicule, a été capturé vivant et assassiné par les hommes que cette organisation militaire a armés.

Son cadavre a ensuite été séquestré et exhibé comme un trophée de guerre, une conduite qui viole les principes les plus élémentaires de l'islam et d'autres religions. On nous annonce que la Libye sera bientôt déclarée « État démocratique et défenseur des droits humains ». Je devrai donc consacrer plusieurs Réflexions à ces faits importants et significatifs.

Par : Fidel Castro Ruz

24 Oct 2011

DEUXIEME PARTIE

mardi 15 novembre 201.

Voilà un peu plus de huit mois, le 21 février dernier, j'avais affirmé, absolument convaincu : « Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye. » C'est sous ce titre que j'avais abordé pour la première fois ce point dans des Réflexions dont la teneur semblait relever de la fantaisie. Je reprends ci-dessous les facteurs qui m'avaient conduit à cette conclusion :

Le pétrole est devenu la principale richesse aux mains des grandes transnationales yankees ; cette source de richesse leur a permis de disposer d'un instrument qui a accru considérablement leur pouvoir politique dans le monde. [...]

C'est sur cette source d'énergie que s'est développée la civilisation actuelle. Sur notre continent, le Venezuela a été le pays qui l'a payé le plus cher dans la mesure où les USA s'étaient emparés des gisements énormes dont la Nature a doté ce pays frère.

À la fin de la dernière guerre mondiale, des quantités toujours plus élevées de pétrole ont été extraites des gisements d'Iran, ainsi que de ceux d'Arabie saoudite, d'Iraq et des pays arabes situés autour qui en devinrent les principaux fournisseurs. La consommation mondiale n'a cessé de s'élever pour atteindre le chiffre fabuleux d'environ quatre-vingts millions de barils par jour, y compris ceux qui sont extraits des États-Unis, à quoi sont venus s'ajouter le gaz, l'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire. [...]

Le gaspillage du pétrole et du gaz est associé à l'une des plus grandes tragédies, absolument pas solutionnées, que souffre l'humanité : les changements climatiques.

[...] La Libye est devenue en décembre 1951 le premier pays africain à atteindre son indépendance après la Deuxième Guerre mondiale au cours de laquelle son territoire fut le théâtre de combats importants entre les troupes allemandes et celles du Royaume-Uni...

Le territoire de la Libye est désertique à 95 p. 100. La technologie a permis de découvrir d'importants gisements d'excellent pétrole léger – qui produisent aujourd'hui 1,8 million de barils par jour – et des gisements abondants de gaz naturel. [...] Son rude désert est situé sur un énorme lac d'eau fossile, qui fait le triple de la surface de Cuba, ce qui lui a permis de construire un vaste réseau de conduits d'eau potable à travers tout le pays.

[...] La Révolution libyenne a eu lieu en septembre 1969. Son principal dirigeant était Mouammar Kadhafi, un militaire d'origine bédouine, qui s'inspira dès sa première jeunesse des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Nombre de ses décisions furent sans doute associées aux changements qui se produisirent quand, tout comme en Égypte, une monarchie faible et corrompue y fut renversée.

[...] On peut être d'accord ou pas avec Mouammar Kadhafi. Le monde est actuellement bombardé de nouvelles de toutes sortes, surtout produites par les médias. Il faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonger ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique en Libye.

Ce qui est absolument évident à mes yeux, c'est que l'administration étasunienne se fiche bien de la paix en Libye et qu'elle n'hésitera pas à donner l'ordre à l'OTAN d'envahir ce riche pays, peut-être même dans quelques heures ou quelques jours.

Ceux qui, motivés par de perfides desseins, ont inventé, hier dimanche 20 février dans l'après-midi, le mensonge selon lequel Mouammar Kadhafi se dirigeait au Venezuela, ont eu droit aujourd'hui à la digne réponse du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro...

Je n'imagine pas, quant à moi, que le dirigeant libyen puisse abandonner le pays et fuir les responsabilités qu'on lui impute, qu'elles soient fausses ou non en tout ou partie.

Toute personne honnête sera toujours opposée à n'importe quelle injustice commise contre n'importe quel peuple du monde. La pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'appête à commettre contre le peuple libyen.

Pour les chefs de cette organisation belliciste, il y a urgence. Il faut le dénoncer !

Dès cette date, j'avais perçu ce qui coulait de source.

Demain, mardi 25 octobre, notre ministre des Relations extérieures Bruno Rodríguez interviendra au siège des Nations Unies pour dénoncer le blocus criminel des États-Unis contre Cuba. Nous suivrons de près cette bataille qui prouvera une fois de plus la nécessité non seulement de lever le blocus, mais encore d'en finir avec le système qui engendre l'injustice sur notre planète, dilapide ses ressources et met la survie humaine en danger. Nous prêterons une attention spéciale à la plaidoirie de Cuba.

Je continuerai mercredi 26.

TROISIEME PARTIE

15 novembre 2011

Le 23 février, j'ai affirmé sous le titre : « La danse macabre du cynisme » : La politique de pillage imposée par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN au Moyen-Orient est entrée en crise. [...]

La trahison de Sadat à Camp David a empêché l'existence de l'État arabe de Palestine visé dans les accords de l'ONU de novembre 1947, si bien qu'Israël est devenu une forte puissance nucléaire alliée des États-Unis et de l'OTAN.

Le complexe militaro-industriel étasunien a livré des dizaines de milliards de dollars tous les ans à Israël et même aux États arabes que celui-ci soumettait et humiliait.

Le génie s'est échappé de la bouteille, et l'OTAN ne sait pas comment le contrôler.

Il va s'efforcer de tirer le plus gros profit des regrettables événements libyens. Nul n'est capable de savoir actuellement ce qu'il se passe dans ce pays. L'Empire a fait publier par ses médias toutes sortes de chiffres et de versions, jusqu'aux plus saugrenus, afin de semer le chaos et la désinformation.

De toute évidence, une guerre civile se déroule en Libye. Pourquoi et comment a-t-elle éclaté ? Qui en paiera les conséquences ? L'agence Reuters, se faisant l'écho d'une banque japonaise bien connue, la Nomura, a signalé que les cours du pétrole pourraient battre tous les records :

[...] Quelles en seraient les conséquences en pleine crise alimentaire ? Les principaux leaders de l'OTAN jubilent. Le Premier ministre britannique, David Cameron – selon ANSA – « ...a admis dans un discours au Koweït que les pays occidentaux avaient fait erreur d'avoir soutenu des gouvernements non démocratiques dans le monde arabe. »

[...] Son collègue français Nicolas Sarkozy a déclaré : « La poursuite de la répression brutale et sanglante contre la population civile libyenne est répugnante. »

Le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, a jugé « crédible » la quantité de mille morts à Tripoli, et a parlé de « chiffres tragiques » et de « bain de sang ».

Selon Hillary Clinton, le « bain de sang » est « absolument inacceptable » et « doit cesser ».

Pour Ban Ki-moon, « le recours à la violence dans ce pays est absolument inacceptable... le Conseil de sécurité agira en accord avec les décisions de la communauté internationale... nous envisageons une série de variantes. »

En fait, ce qu'attend Ban Ki-moon, c'est qu'Obama dise le dernier mot. Le président étasunien a parlé ce mercredi après-midi. Il a fait savoir que sa secrétaire d'Etat partirait en Europe afin de décider avec les alliés de l'OTAN des mesures à prendre. À le voir, on constatait qu'il ne voulait pas laisser filer l'occasion de se colleter avec le sénateur républicain d'extrême droite, John McCain, avec le sénateur pro-israélien du Connecticut, Joseph Lieberman, et avec les dirigeants du Tea Party, et de garantir son investiture par le Parti démocrate. Les médias de l'Empire ont préparé le terrain en vue d'une action. Une intervention militaire en Libye n'aurait rien de surprenant, ce qui garantirait par ailleurs à l'Europe les presque deux millions de barils par jour de pétrole léger qu'elle importe, si des événements qui mettraient fin au leadership ou à la vie de Kadhafi n'intervenaient pas avant.

De toute façon, le rôle d'Obama est plutôt compliqué. Comment réagira le monde arabe et musulman si une telle équipée faisait couler à flot le sang libyen ? La vague révolutionnaire déclenchée en Égypte freinera-t-elle une intervention de l'OTAN en Libye ?

L'invasion de l'Iraq déclenchée [...] sous de faux prétexte [...] a coûté la vie à plus d'un million d'Arabes innocents.

Nul dans le monde n'acceptera jamais la mort de civils innocents, en Libye ou ailleurs. Je me demande : les États-Unis et l'OTAN appliqueront-ils un jour ce même principe aux civils désarmés que leurs drones et leurs soldats tuent tous les jours en Afghanistan et au Pakistan ?

C'est vraiment la danse macabre du cynisme !

Tandis que je réfléchissais à ces faits, les Nations Unies ont ouvert hier, mardi 25 octobre, le débat sur la résolution intitulée : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique », une levée que l'immense majorité des États membres de cette organisation réclament depuis maintenant vingt ans.

Cette fois-ci, les nombreux raisonnements justes et coulant de source – qui ne sont que de simples exercices de rhétorique selon les différentes administrations étasuniennes – ont mis plus que jamais à nu la fragilité politique et morale de l'Empire le plus puissant qui ait existé, aux intérêts oligarchiques et à la soif insatiable de pouvoir et de richesse duquel tous les habitants de la planète, dont ceux du pays même, ont été soumis.

Les États-Unis tyrannisent et saignent à blanc le monde globalisé par leur puissance politique, économique, technologique et militaire.

Vingt années de débats honnêtes et courageux menés aux Nations Unies avec le soutien d'États qui expriment censément la volonté de l'immense majorité des habitants de la planète ont prouvé cette vérité-là de plus en plus éloquemment.

Avant l'intervention de Bruno, des représentants ont exprimé les vues de nombreuses organisations de pays : l'Argentine, pour le Groupe des 77 plus la Chine ; l'Égypte, pour le Mouvement des pays non alignés ; le Kenya, pour l'Union africaine ; le Belize, pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ; le Kazakhstan, pour l'Organisation de la coopération islamique, et l'Uruguay, pour le MERCOSUR.

Indépendamment de ces critères collectifs, la Chine, dont le poids politique et économique ne cesse de croître dans le monde, l'Inde et l'Indonésie, des pays qui représentent à eux seuls 2,7 milliards d'habitants, ont appuyé fermement la Résolution à travers leurs ambassadeurs. Tout comme l'ont fait les ambassadeurs de la Fédération de Russie, du Belarus, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Venezuela et du Mexique. Parmi les pays les plus pauvres des Caraïbes et d'Amérique latine, la représentante du Belize, qui a parlé au nom de la Communauté des Caraïbes, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Bolivie, qui ont parlé au nom de leurs respectifs pays ; dont les arguments relatifs à la solidarité de notre peuple, malgré un blocus qui date maintenant de cinquante ans, seront un encouragement immense pour nos médecins, nos éducateurs et nos scientifiques, ont fait vibrer leur voix solidaire.

Le Nicaragua est aussi intervenu avant le scrutin pour expliquer vaillamment pourquoi son pays voterait contre cette mesure perfide. Le représentant des États-Unis l'avait fait juste avant pour expliquer l'inexplicable. Il m'a fait pitié. C'est le rôle qu'il doit jouer.

À l'heure du scrutin, deux pays se sont éclipsés : la Libye et la Suède ; trois se sont abstenus : les îles Marshall, la Micronésie et Palau ; deux ont voté contre : les États-Unis et Israël. Quand on sait que les USA comptent 313 millions d'habitants ; Israël, 7,4 millions ; la Suède, 9,1 millions ; la Libye, 6,5 millions ; les îles Marshall, 67 100 habitants ; la Micronésie, 106 800 ; Palau, 20 900, cela donne un total de 336 948 000 habitants, soit 4,8 p. 100 de la population mondiale qui se chiffre ce mois-ci à 7 milliards d'habitants.

Après le scrutin, la Pologne a expliqué le vote de l'Union européenne qui, bien qu'elle soit une étroite alliée des États-Unis et qu'elle participe forcément au blocus, est contraire à cette mesure criminelle.

Puis dix-sept pays ont pris la parole pour expliquer avec fermeté et décision pourquoi ils avaient voté la résolution contre le blocus.

Fidel Castro Ruiz

Le 28 Oct 2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19